

Tendances lait et viande

La lettre de conjoncture - cne - Institut de l'Élevage (ipeb)

Consultable sur le site web de l'Institut de l'Élevage : www.idele.fr

Juin 2018

Numéro 291

Rédaction achevée le 11 juin 2018

REGARDS
sur les
MARCHÉS

viande bovine

Jeunes bovins

France, marché très encombré

Europe, équilibre difficile sur le marché italien

Femelles

France, toujours beaucoup de réformes allaitantes

Europe, les prix des laitières continuent de s'apprécier

Maigre

Marché tendu et naissances tardives

Veaux de boucherie, des évolutions contrastées

Veaux nourrissons, stabilisation de la cotation

lait de vache

- Collecte laitière : croissance ralentie
- Marchés des produits laitiers : embellie prochaine sur celui des protéines laitières

viande ovine

- France : moindre pression sur les cours
- UE et monde : la cotation britannique reste historiquement élevée

lait de chèvre

- Le prix du lait de chèvre toujours en progression... en moyenne
- Collecte dynamique et importations contenues

le chiffre du mois

+ 5%

C'est la hausse des achats en valeur de viande bovine par les ménages italiens au 1^{er} trimestre 2018/2017.

zoom

Marchés mondiaux 2018

Jeunes bovins en France : marché très encombré

La viande française a du mal à se placer sur les marchés grec et italien. Ceci provoque un encombrement du marché hexagonal du JB que les flux croissants vers l'Allemagne ne parviennent pas à enrayer.

Des difficultés sur les marchés italien et grec

La hausse significative des sorties de JB finis en Italie conduit à une baisse de la demande en viande française, en concurrence frontale avec la viande italienne du fait de leur proximité en termes de qualité. Cette situation n'est pas près de se normaliser. Les sorties de JB mâles et femelles s'annoncent soutenues jusqu'à l'automne, d'après les chiffres de la BDNI italienne (voir article Europe).

En Grèce, c'est la concurrence des autres États membres (Pologne, Irlande, Autriche, Pays-Bas...) qui réduit la place accordée à la viande française. Ainsi, les expéditions de viande bovine fraîche ont chuté de 3% vers ces 2 clients majeurs au 1^{er} trimestre, à 18 000 téc vers l'Italie et 10 000 téc vers la Grèce.

Les flux vers l'Allemagne restent dynamiques (+6% à 11 000 téc) grâce à la demande croissante pour la viande bovine et à l'érosion de la production outre-Rhin. Mais cette soupape ne parvient pas à désengorger le marché français.

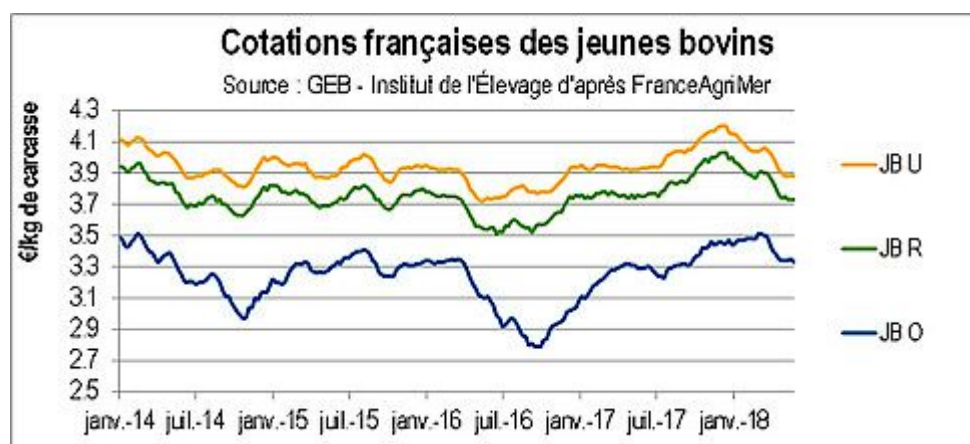
Marché français très lourd

Le marché français du JB est encombré et les files d'attente en ferme se sont allongées ces dernières semaines, témoignant d'un début d'engorgement du marché. D'après les données hebdomadaires de Normabev, les JB de type viande abattus en mai étaient plus vieux que l'an dernier de 15 jours et plus lourds de 7 kg éc. Les JB laitiers étaient quant à eux plus vieux de 7 jours et plus lourds de 5 kg.

Le nombre de taurillons de type viande abattus sur les 5 semaines de mai était en hausse de 1% /2017, une hausse modeste largement contrebalancée par la baisse des abattages de taurillons laitiers (-22%).

Prix sous pression

Les difficultés vers les débouchés italien et grec font pression sur les cours des animaux finis qui sont repassés pour les races à viande sous leurs niveaux de 2017. Le JB U cotait 3,88 €/kg de carcasse fin mai (-1% /2017), le JB R 3,73 €/kg (-1%) et le JB O 3,33 E/kg (+1%).



Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Élevage)

JB en Europe : équilibre difficile sur le marché italien

Malgré la reprise confirmée de la consommation, le marché italien est encombré par une production en hausse significative et des viandes polonaises compétitives. A l'inverse, le ralentissement des sorties soutient les prix en Allemagne.

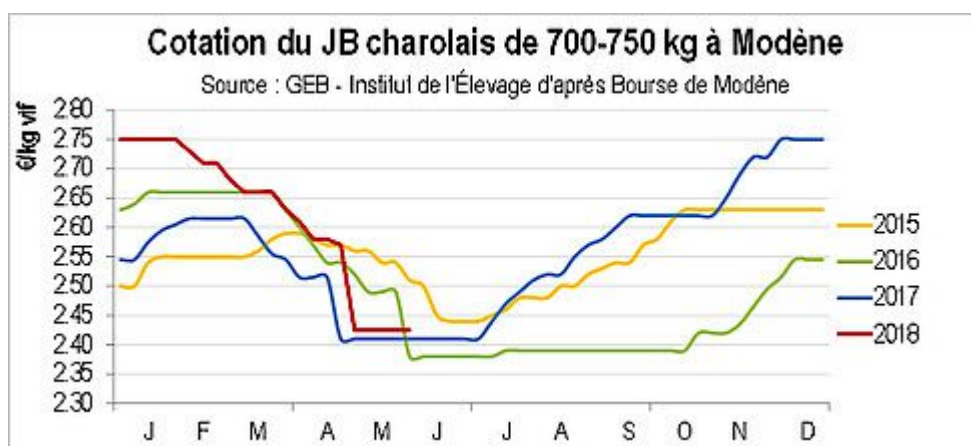
Italie : La consommation repart, mais le marché reste lourd

En Italie, la reprise de la consommation se confirme. Après une hausse de près de 1,7% en 2017, les volumes achetés par les ménages ont progressé de 2,5% au premier trimestre 2018 /2017 d'après le panel Ismea-Nielsen. En valeur, la hausse dépasse même les 5%, grâce à une revalorisation de la viande et à la remontée en gamme des achats des ménages.

Mais le marché italien reste lourd car la production nationale est encore plus dynamique. Au premier trimestre, la production abattue de jeunes bovins et de génisses a totalisé 128 000 téc (+6% /2017). Les mises en place ont en effet été particulièrement dynamiques l'an dernier. Le 31 mai, la BDNI italienne recensait encore 497 000 mâles de 1 à 2 ans (+5% /2017) et 390 000 femelles de 1 à 2 ans de races à viande ou croisées (+9% /2017). Les sorties seront donc encore abondantes dans les mois qui viennent.

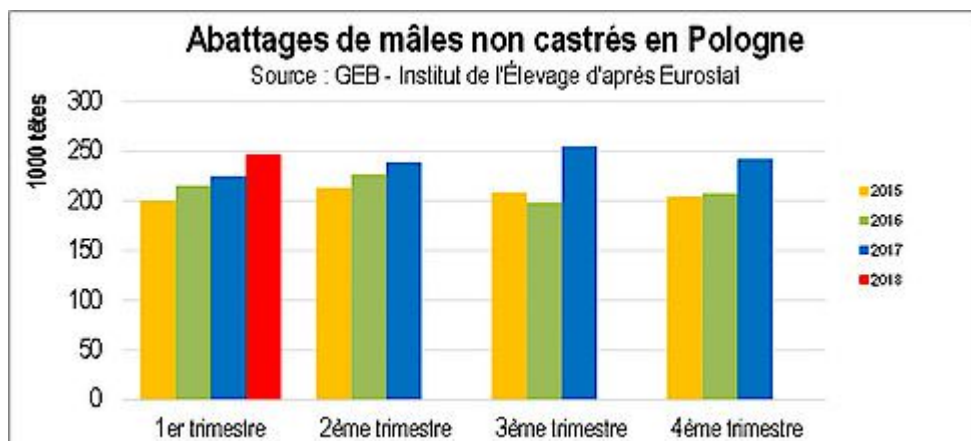
Malgré le retour de l'offre nationale, la viande polonaise reste présente : 12 000 téc importées de Pologne sur les 2 premiers mois de l'année selon les douanes italiennes (-4% /2017) ; 13 000 téc d'après les douanes polonaises (+2% /2017).

Les cotations à Modène se sont brutalement réajustées à la baisse fin avril et sont stabilisées depuis lors, à 2,43 €/kg vif pour le mâle charolais de 700-750 kg (+1% /2017, mais -3% /2016) et 2,74 €/kg pour le mâle limousin de 600-650 kg (-3% /2017 et 2016). Celles des femelles commencent également à subir les effets de la hausse de l'offre, à 2,62 €/kg pour la femelle charolaise (-1% /2017 et -2% /2016) et 2,95 € pour la femelle limousine (-1% /2017 et 2016).



Pologne : production toujours en hausse

En Pologne, l'engraissement de jeunes bovins poursuit son développement : 246 000 mâles non castrés ont été abattus au 1^{er} trimestre (+9% /2017 et +14% /2016) ainsi que 74 000 génisses (+2% /2017 et +13% /2016). Ainsi, la production abattue (mâles et femelles confondus) est portée à 101 000 téc (+8% /2017 et +15% /2016).

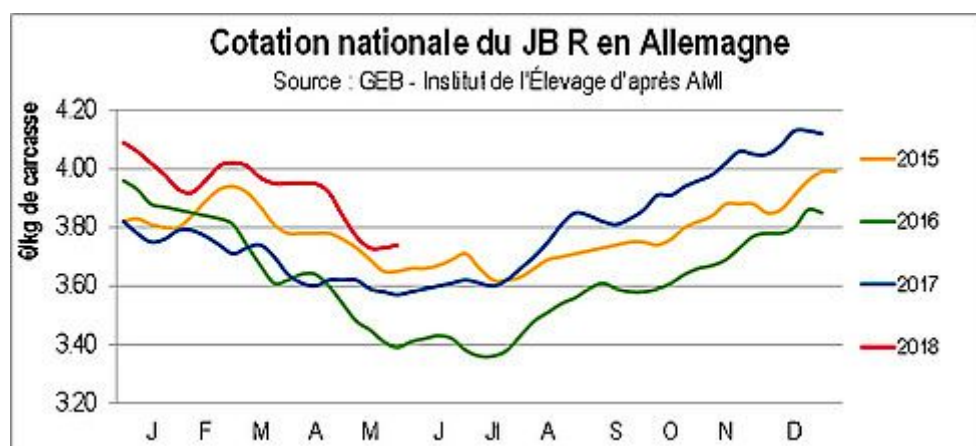


L'offre abondante ne pèse pas sur les cours qui restent très incitatifs pour les producteurs. Le JB O cotait 13,96 zlotys fin mai (+6% /2017 et +5% /2016). Traduite en euros, la cotation du JB O polonais est très proche de la cotation française, à 3,27 €/kg de carcasse (+4% /2017 et +9% /2016).

La viande polonaise continue de faire sa place sur le marché européen. Sur les 2 premiers mois de l'année, la Pologne a exporté 71 000 téc de viande bovine, dont 13 000 téc vers l'Italie (+2% /2017), 10 000 téc vers l'Allemagne (+5%), 6 000 téc vers l'Espagne (+43%) et 5 500 téc vers la France (+32%). Elle a par ailleurs expédié 4 500 téc vers la Turquie (x3 /2017).

Allemagne : offre en retrait

En Allemagne, les sorties de JB ont fortement ralenti. Après avoir été relativement dynamiques au 1^{er} trimestre (+2% /2017), les abattages de taurillons ont reflué en avril et mai (-9% /2017 d'après l'indicateur hebdomadaire publié par AMI). Mais le dynamisme de la demande, lui, ne s'est pas tari. La baisse saisonnière a donc été vite stoppée et les cours ont même regagné quelques centimes dernièrement. Le JB U cotait 3,79 €/kg de carcasse fin mai (+4% /2017 ; +10% /2016), le JB R 3,74 € (+5% /2017 ; +10% /2016) et le JB O 3,53 € (+6% /2017 ; +10% /2016).



Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Élevage)

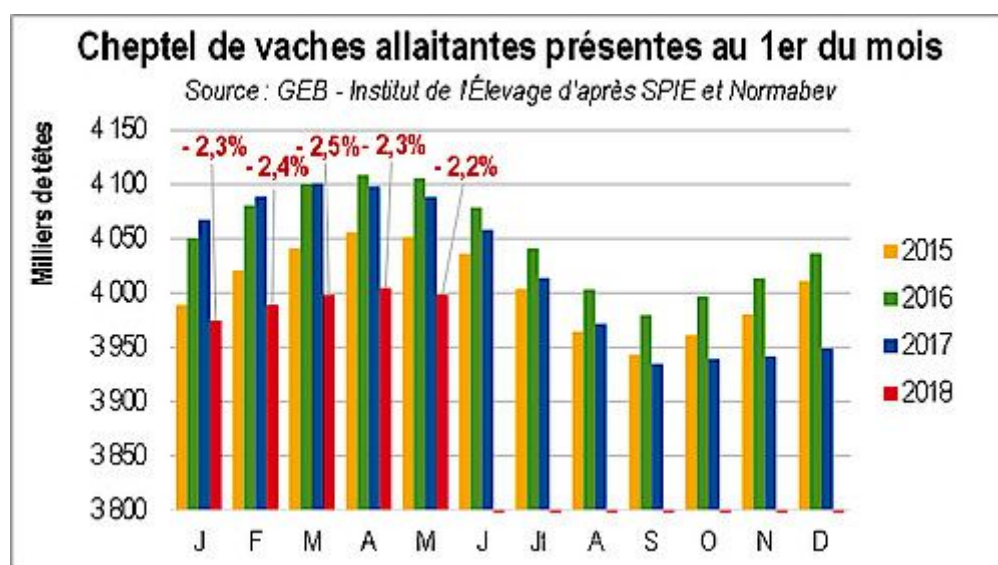
Femelles en France : toujours beaucoup de réformes allaitantes

Alors que l'afflux de réformes laitières s'estompe, les nombreux abattages de femelles allaitantes limitent la hausse saisonnière des cours, qui restent inférieurs à ceux de 2017.

Poursuite du rythme élevé d'abattage de réformes allaitantes

D'après les données de Normabev, le rythme élevé d'abattages de vaches de type viande observé ces derniers mois s'est poursuivi en mai (+6% /2017), confirmant la décapitalisation à l'œuvre depuis l'an dernier. En cumul sur les 5 premiers mois de l'année, les abattages totaux ont représenté près de 321 000 têtes (+6% /2017 ; +9% /2016).

Au 1^{er} mai, le cheptel de vaches allaitantes affichait un recul de 2,2% /2017, soit -91 000 têtes. Mais on observe pour le deuxième mois consécutif un ralentissement de la baisse (-2,3% /2017 au 1^{er} avril après -2,5% au 1^{er} mars et -2,4% au 1^{er} février).



La réduction du rythme de décapitalisation allaitante pourrait se poursuivre dans les prochains mois. Le nombre de génisses dans les élevages reste toujours élevé sous l'effet d'un retard des naissances lié à de mauvaises conditions de reproduction durant l'hiver 2016/2017. Les entrées de primipares dans les troupeaux étaient à nouveau élevées en avril pour le deuxième mois consécutif (+14% /2017).

Les naissances ont d'ailleurs nettement rebondi en avril 2018, aussi bien dans le cheptel allaitant (+ 19 000 têtes /2017) que dans le cheptel laitier (+ 15 000 têtes /2017).

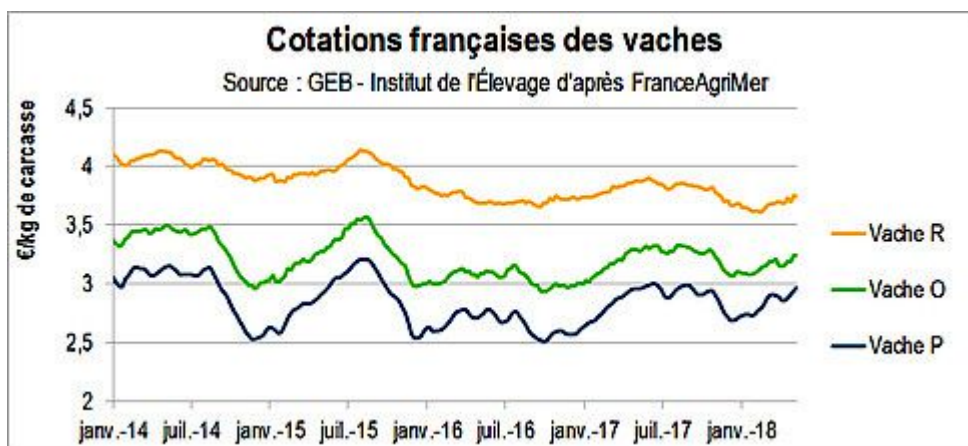
Léger coût de frein sur les abattages de réformes laitières

Si les abattages de vaches laitières ont été importants sur les quatre premiers mois de l'année, le flux semble désormais se tarir. En mai, ils ont reculé de 5% /2017 mais avec un jour ouvré supplémentaire. Si le cumul sur 5 mois des abattages demeure supérieur à celui de l'année passée (433 000 têtes, +2% /2017), il repasse sous l'effectif très élevé de 2016 (-1%). La poursuite de l'amélioration de la conjoncture laitière semble se traduire par une rétention des vaches laitières.

L'afflux de réformes allaitantes limite la hausse saisonnière des cours

Le mouvement de décapitalisation du cheptel allaitant, entamé il y a plusieurs mois, continue de peser sur les prix. Si le cours de la vache U (4,34 €/kg) est stable et celui de la vache R (3,37 €/kg) s'est apprécié de 4 centimes en 4 semaines, ils restent largement sous les niveaux atteints l'année dernière à la même période (-4% /2017 pour les deux).

Face à l'afflux de réformes allaitantes, et malgré des disponibilités plus limitées que les mois précédents en vaches laitières, le cours de la vache O peine également à pleinement bénéficier de la hausse saisonnière des prix et reste sous le niveau de 2017 (3,29 €/kg en mai 2018, soit -2% /2017).



Les achats des ménages poursuivent leur recul en volume, pas en valeur

Sur la période P05 se finissant le 13 mai 2018, les achats de viande bovine ont baissé en volume (-4,8% /2017), mais ont été stables en valeur d'après Kantar. Sur les 5 premières périodes de l'année, la consommation de viande bovine des ménages a reculé de 4,2% /2017. Seule les achats de viande hachée fraîche pur bœuf résiste en volume (= /2017).

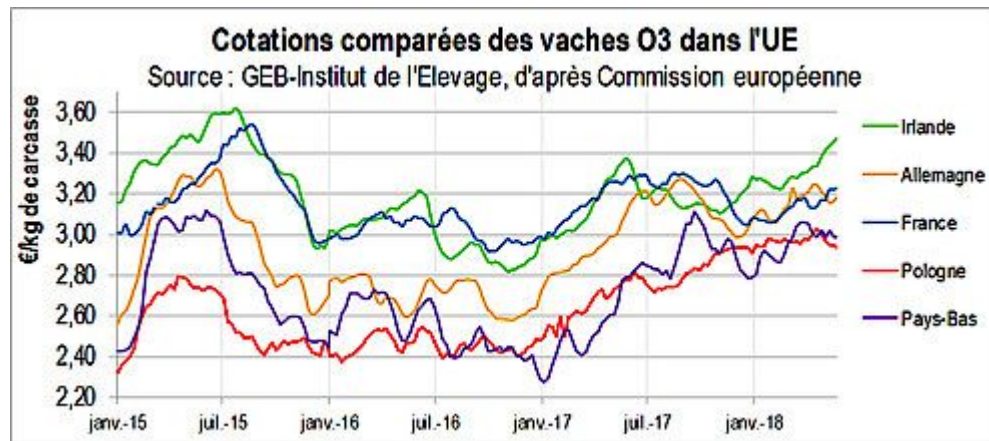
Le SSP a enregistré d'autre part une hausse de 3% de la consommation totale de viande bovine calculée par bilan au 1^{er} trimestre. Ce résultat, s'il est robuste, révèle une forte hausse de la consommation de viande bovine hors domicile.

Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Élevage)

Femelles en Europe : les prix des laitières continuent de s'apprécier

Malgré des dynamiques d'abattage de réformes différentes en Europe, les cours des vaches demeurent globalement soutenus.

La cotation européenne de la vache O poursuit sa hausse saisonnière. A 3,05 €/kg de carcasse fin mai (+3% /2017 ; +11% /2016), les cours se rapprochent du pic de prix de l'été 2015. L'amélioration de la conjoncture laitière devrait continuer à limiter les réformes dans les mois qui viennent et donc à soutenir les cours.

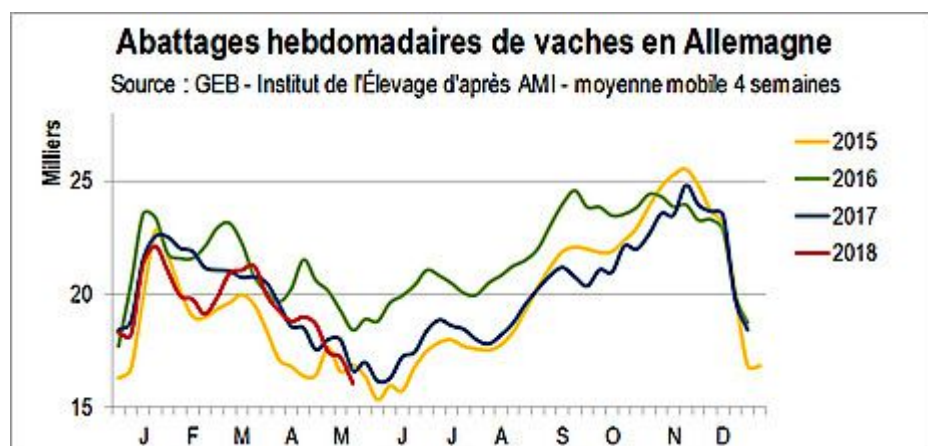


Allemagne : une offre de réformes toujours limitée

En Allemagne, les réformes de vaches restent au ralenti. Sur les huit dernières semaines connues, les abattages ont été stables d'après AMI (= /2017 et -12% /2016).

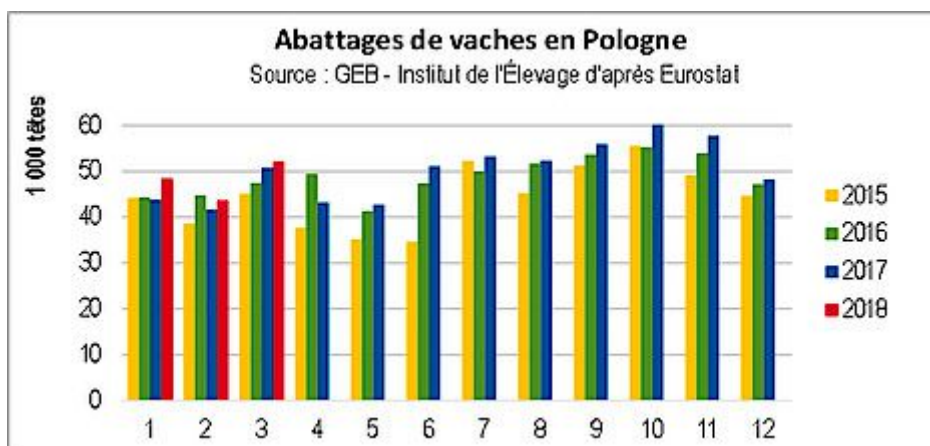
Mais contrairement aux semaines précédentes, cette offre limitée ne s'est pas traduite par une hausse des cours qui restent cependant élevés. Fin mai, la cotation de la vache O atteignait 3,12 €/kg de carcasse (-1% par rapport mois précédent, mais + 3% / 2017), repassant ainsi sous les prix français. La vache R (3,32 €/kg de carcasse) et la vache P (2,55 €) suivent des trajectoires semblables.

L'offre restreinte, habituelle à cette période de l'année, fait maintenant face à une demande modeste des abattoirs qui a également été perturbée par les jours fériés.



Pologne : la progression des abattages se poursuit

En Pologne, les réformes de vaches continuent de progresser au rythme de la restructuration laitière. Sur le premier trimestre, les abattages ont progressé respectivement de +8% et +12% par rapport aux mêmes périodes de 2017 et 2016.



Ce surplus d'offre pèse faiblement sur les cours. La cotation polonaise de la vache O a atteint 2,93 €/kg de carcasse en semaine 21 (+5% /2017 et -2% /mois précédent). La dépréciation du zloty par rapport à l'euro (-3,5% depuis le début de l'année) renforce l'attractivité des viandes polonaises sur le marché européen.

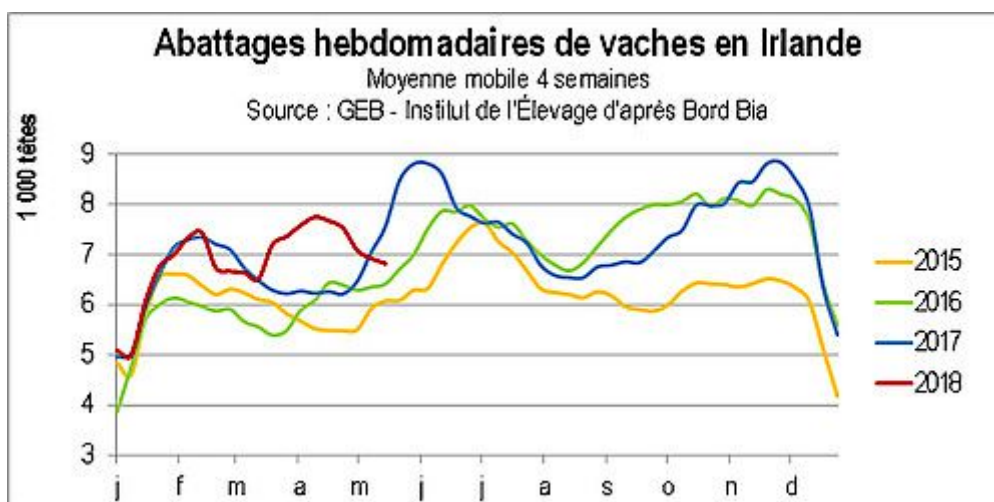
Irlande : tarissement du rythme des réformes

Après une saison fourragère compliquée et en raison de la faible pousse de l'herbe jusqu'au début du printemps (notamment dans la moitié sud du pays), bon nombre d'éleveurs irlandais ont dû soit allonger la période d'alimentation hivernale jusqu'en avril, soit réformer leurs animaux plus tôt. En fin d'hiver, la pousse de l'herbe a été nettement inférieure à la normale dans ces zones (entre 6 et 9 kg MS/ha/jour quand les taux de croissance moyen sont de 20-25 kg/ha/jour).

Cette deuxième crise en 5 ans, qui a entraîné des importations massives de fourrages, a poussé les autorités à réagir : Teagasc a lancé en avril un dispositif de registre pour mettre en lien les vendeurs et les acheteurs de fourrages et un recensement national des fourrages sera achevé cet été pour estimer les stocks d'alimentation disponibles pour l'hiver.

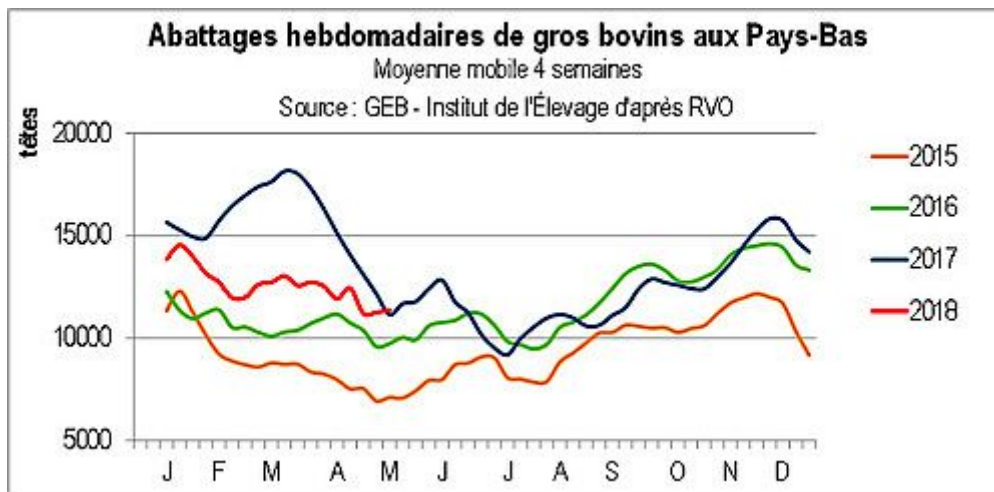
Après des niveaux record d'abattages en mars/avril, la situation semble néanmoins revenir à la normale. Le nombre de vaches abattues en Irlande en mai est sensiblement le même qu'en mai 2017. En cumul sur 5 mois, 145 000 vaches ont tout de même été abattues (+3% /2017).

Cet afflux de réformes n'a pas pesé sur les marchés. En mai, la dynamique est restée la même : le cours des vaches O (3,47 €/kg de carcasse ; +3% /2017) comme celui des vaches R (3,67 € ; +4% /2017) poursuivent leur progression. La demande croissante pour la viande de transformation, au Royaume-Uni comme en Europe continentale, soutient les cours.



Pays-Bas : poursuite des réformes et stabilité des prix

S'il est difficile de comparer la situation actuelle à celle de 2017 et ses niveaux d'abattages exceptionnels (les élevages laitiers néerlandais ont dû se mettre en conformité avec la réglementation environnementale sur les déjections de phosphore), le nombre d'abattages demeure élevé depuis le début de l'année (+15% /2016 sur les 21 premières semaines).



Malgré cette relative abondance de l'offre sur le marché néerlandais, les cours des vaches de réforme sont demeurées relativement stables, à 2,99 €/kg de carcasse fin mai (+7% /2017 ; +15% /2016). Et ils sont désormais à nouveau supérieurs à ceux pratiqués en Pologne.

Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Élevage)

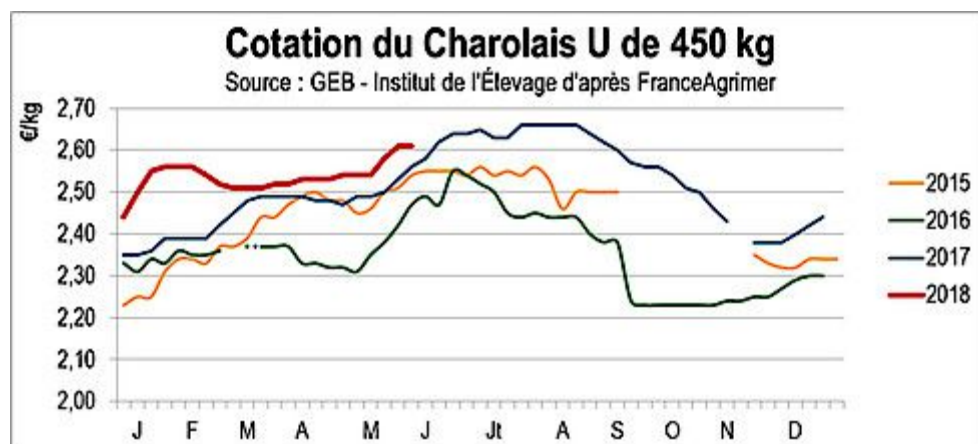
Maigre, marché tendu et naissances tardives

Plutôt élevés depuis le début de l'année, les prix des brouards ont de nouveau progressé. Les disponibilités limitées peinent à satisfaire une demande toujours solide à l'export.

Des marchés tendus

Le marché des bovins maigre en France est globalement tendu depuis le 2nd semestre 2017. Sur les dernières semaines, les prix des animaux les plus lourds connaissent un rebond supplémentaire lié au dynamisme du marché algérien et aux mises en place des engraisseurs italiens en prévision des fêtes de fin d'année.

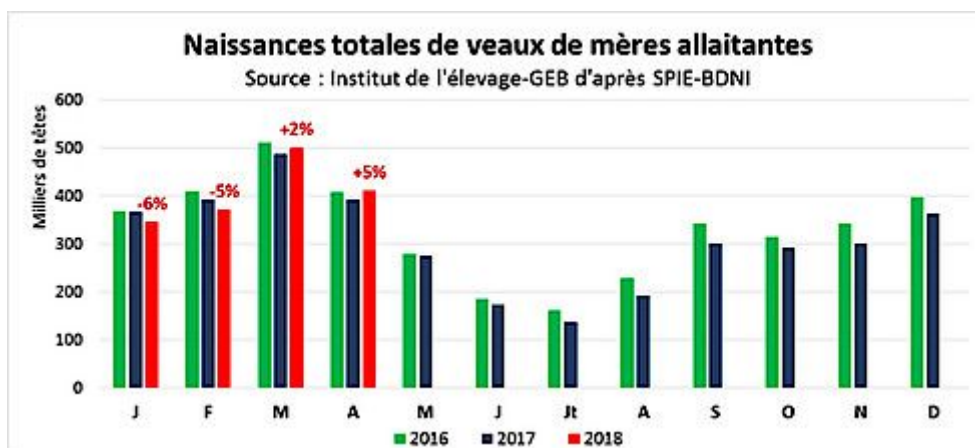
En semaine 22, la cotation du Charolais U de 300 kg vif atteint 2,97 €/kg soit +5% /2017, tandis que celle du Charolais U de 450 kg atteint 2,61€/kg soit +2% /2017. La situation est similaire dans les autres races : le Limousin E de 300 kg se maintient sur les bases élevées de 2015 à 3,10 €/kg (+2% /2017) et le Blond U de 300 kg atteint 3,49 €/kg, (+6% /2017). Les cotations des femelles restent stables à un niveau élevé : la Charolaise U de 270 kg cote 2,60 €/kg en semaine 22, soit +3% /2017, et la Limousine E de 270 kg cote 2,83 €/kg, +3% /2017.



Un rebond tardif des naissances

La baisse des naissances en race allaitante, observée tout au long de 2017 et qui s'est particulièrement amplifiée au 2nd semestre (-12% /2016), réduit les disponibilités en brouards pour l'export. Le stock national de mâles de race allaitante âgés de 6 à 12 mois, est avec 501 000 têtes au 1^{er} mai, en baisse de 9% /2017. Ce creux de disponibilités devrait s'atténuer dans les prochains mois, mais restera marquant. Les effectifs de mâles de race allaitante de 0 à 6 mois sont toujours en recul, à 1 172 000 têtes au 1^{er} mai soit -4% /2017. Le recul affecte de façon similaire les grandes races allaitantes : les effectifs de mâles de 6-12 mois sont en chute au 1^{er} mai de 11% en race charolaise comme en race limousine et de 9% en race blonde d'aquitaine. Seuls les animaux croisés entre races allaitantes sont moins affectés (-4% /2017).

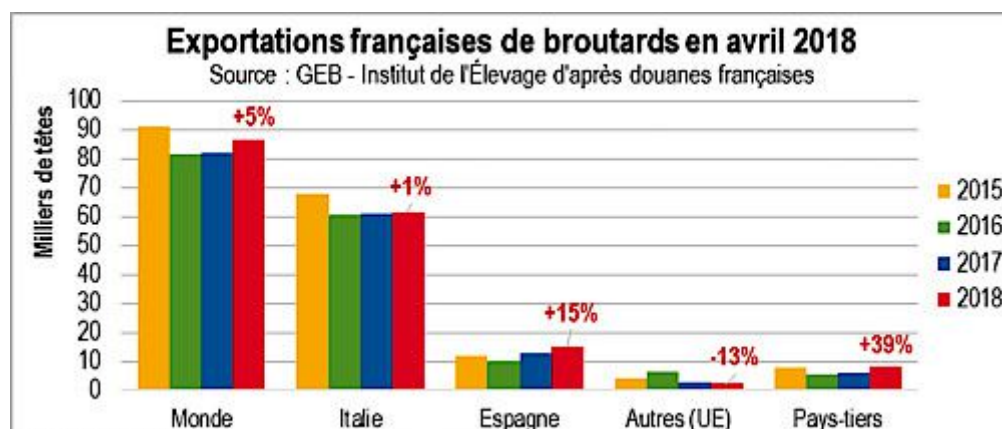
La forte baisse des naissances allaitantes de 2017 apparaît aujourd'hui clairement plurifactorielle. Elle s'explique à la fois par un mouvement de décapitalisation du cheptel et par un décalage conjoncturel des naissances dû à une mauvaise fertilité des vaches durant l'hiver 2016/2017. Les dernières données de naissances nous montrent qu'un rattrapage partiel et tardif des vêlages est à l'œuvre dans le troupeau allaitant. Après une progression de 2% en mars soit +12 000 têtes, les naissances de veaux de mère allaitante ont rebondi de 5% /2017 en avril à 411 000 têtes (+19 000 veaux). En cumul sur les 4 premiers mois de l'année, les naissances restent toutefois en léger recul par rapport à 2017, à 1,63 million de veaux soit -0,7% /2017. Elles devraient continuer à progresser en mai et juin, compensant en partie les retards de naissances accumulés en 2017. En effet les génisses de races allaitantes de plus de 36 mois sont encore nombreuses dans les élevages français : +12,5% /2017 au 1^{er} mai 2018.



L'évolution des naissances n'est pas homogène entre les races. Sur le mois d'avril les naissances de veaux de races charolaises ont progressé de 11% /2017 contre +3% seulement en race limousine et croisées. Plus qu'un effet race, ces écarts semblent s'expliquer par le fort contraste de l'évolution des naissances entre les régions. Très fortement touchés par la baisse des naissances en 2017, le bassin charolais et le nord-est de la France concentrent aujourd'hui le rattrapage des naissances alors que les autres régions demeurent en recul (carte ci-dessous).

Une demande solide à l'export

Malgré des disponibilités en baisse, les effectifs de broutards exportés se maintiennent à un niveau relativement élevé. Ils ont progressé de 5% /2017 en avril 2018 grâce au dynamisme des marchés italiens (+1% /2017 à 61 500 têtes), espagnol (+15% /2017 à 15 000 têtes) et algérien (8 000 têtes, 0 en 2017).



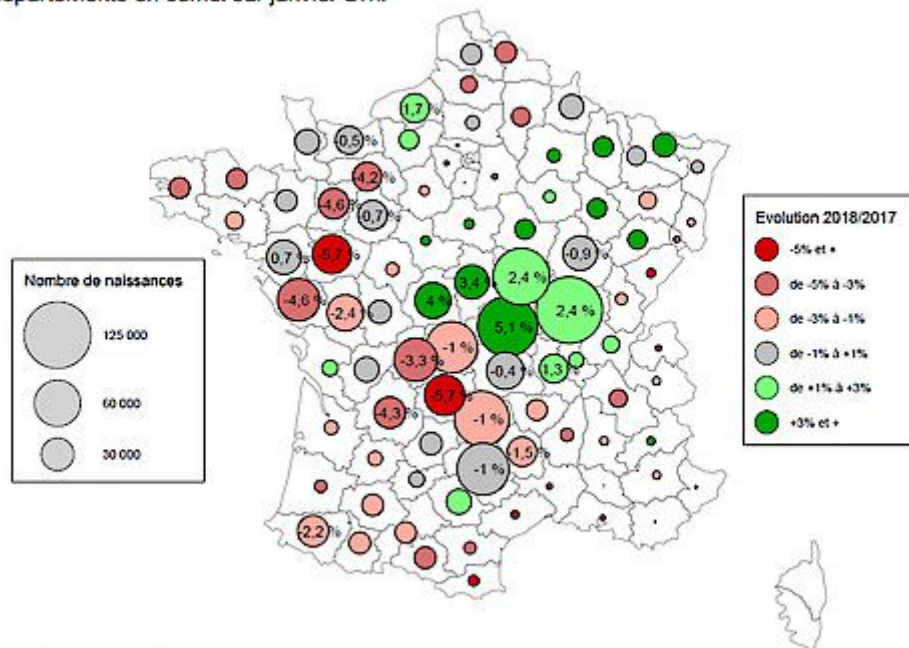
Une incohérence dans les données ne permet pas de diffuser le cumul des exportations depuis janvier. Dans l'attente de corrections, nous pouvons néanmoins estimer à 2% en têtes le recul des exportations de broutards cumulés sur 4 mois par rapport au niveau très important de 2017.

Cette bonne dynamique des exportations, malgré une offre en baisse, s'explique par des mises en place de JB limitées en France du fait des cours des broutards et par le dynamisme de la demande en Italie et en Espagne. En Italie, le rebond des abattages au 1^{er} trimestre (article JB en Europe) a libéré de nombreuses places dans les ateliers d'engraissement, ce qui encourage les importations de vif. Les exportations de bovins finis de l'Espagne vers les pays tiers continuent de tirer la demande en maigre des engraisseurs. Rappelons en outre que la concurrence est limitée pour les animaux français sur les marchés européens. En effet les exportateurs d'Europe de l'Est, du Portugal et d'Irlande restent concentrés sur les marchés turcs et israéliens.

Vers une baisse des exportations plus marquée ?

Dans les mois à venir le manque de disponibilités en broutards devrait s'amplifier et pénaliser plus fortement les exportations. Les mises en place en France resteront limitées, mais la hausse des cours pénalisera la demande italienne alors que le marché local du JB semble s'alourdir. Les exportations françaises de broutards devraient donc reculer au cours des 2 prochains trimestres.

Evolution 2018/2017 des naissances de veaux de races allaitantes
par départements en cumul sur janvier-avril



Source : Institut de l'élevage - GEB d'après SPIE-BDNI
Carte réalisée avec Cartes & Données - © Arisque

Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Elevage)

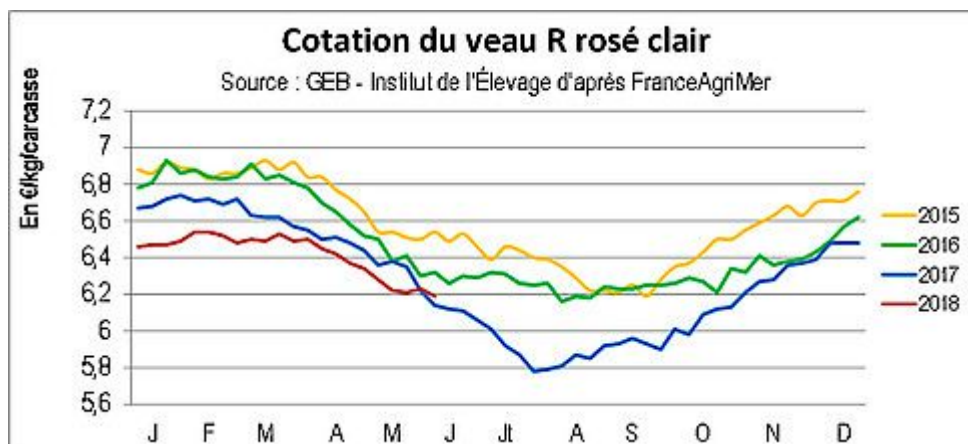
Veau de boucherie, des évolutions contrastées

Les évolutions sont relativement contrastées entre les Pays-Bas et la France. La baisse saisonnière des cotations des veaux gras français est bel et bien engagée alors que les abattages de l'Hexagone sont en retrait en avril. Du côté néerlandais, le marché plutôt fluide a stoppé la baisse saisonnière des cours.

En semaine 22, la cotation du veau de boucherie rosé clair O, qui éclaire le marché des veaux laitiers, s'établissait à 5,63 €/kg, soit 15 centimes au-dessus de son niveau de 2017 (+3%), malgré 10 centimes perdus entre les semaines 18 et 22. La baisse saisonnière des cotations devrait se poursuivre pendant quelques semaines, les opérations commerciales du festival du veau et de la Pentecôte étant terminées et la météo étant déjà pré-estivale.

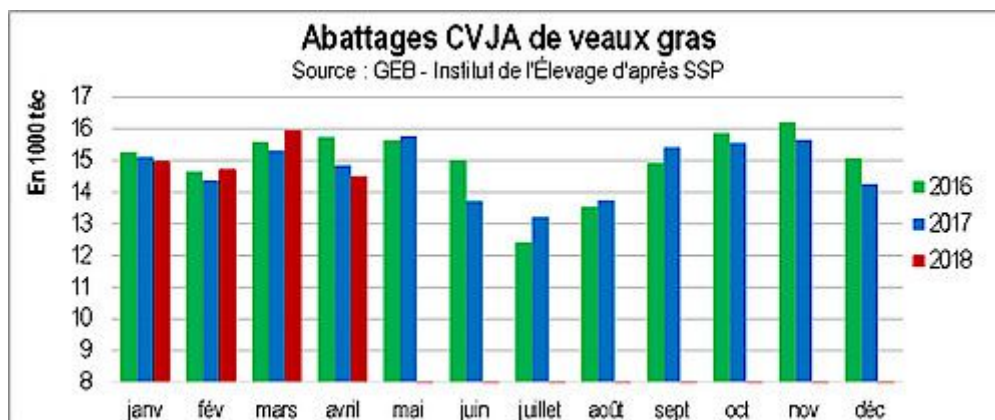
La morosité est toujours de mise sur le marché des veaux croisés et mixtes même si la baisse saisonnière de la cotation a légèrement marqué le pas. La cotation du veau R rosé clair, caractéristique des veaux mixtes et croisés, a cédé 9 centimes en 5 semaines. En semaine 22 elle est ainsi passée pour la 1^{ère} fois depuis le début d'année au-dessus de son très faible niveau de 2017.

Cette tendance se poursuivra probablement dans les prochains mois : les disponibilités en veaux croisés sont toujours abondantes d'après les naissances abondantes en mars (+4% /2017). Faute de naissances suffisantes de veaux nourrissons Holstein, les intégrateurs achètent plus de veaux nourrissons croisés que nécessaire pour leurs mises en place.



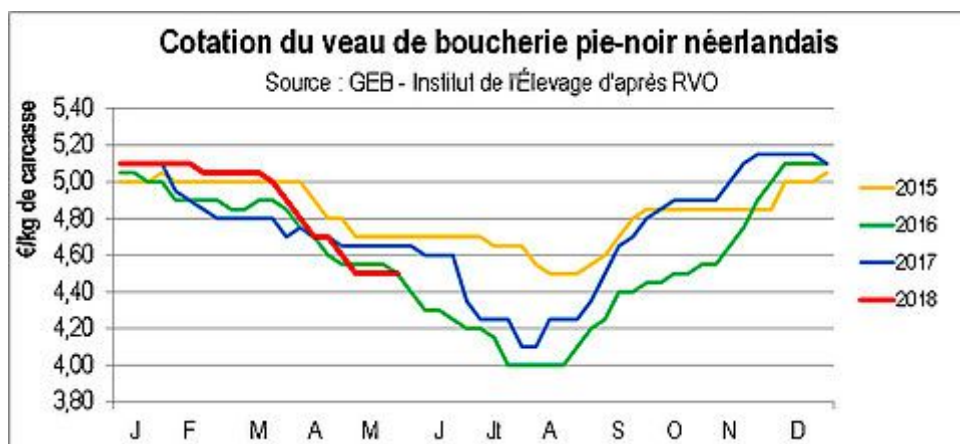
Recul de la production en avril

En avril, les abattages français corrigés des variations journalières (CVJA) ont baissé de 3% /2017 (-3 000 têtes) et la production abattue de 2% à 14 500 téc. Cette chute de production est attribuable à la précocité de Pâques (1^{er} avril) qui a concentré les abattages sur mars. Sur les 4 premiers mois de l'année, les abattages ont été stables en têtes et légèrement haussiers en volume (+1% à 60 000 téc). Les carcasses des veaux gras abattus ont pris en moyenne 1,7 kg à 141,9 kg/ tête sur les 4 premiers mois de 2018.



Pays-Bas : une production dynamique

Aux Pays-Bas, la baisse saisonnière des cours marque une pause. La cotation du veau gras pie noir est stable depuis la semaine 18. A 4,50 €/kg en semaine 21, elle a toutefois cédé 3% d'une année sur l'autre. Selon l'association des éleveurs hollandais (Dekalverhouder), le commerce des veaux semble fluide alors que les abattages ont nettement progressé en mars (+9% /2017 à 137 000 têtes). En cumul, les abattages néerlandais ont été dynamiques au 1^{er} trimestre avec 348 000 têtes (+2% /2017) .



Au 1^{er} trimestre, la production a été stable en Italie et faiblement croissante en Belgique (+0,7% /2017), selon Eurostat.

Le marché du veau de boucherie devrait rester lourd dans les prochaines semaines : la hausse des poids carcasses et le recul des abattages d'avril, après un 1^{er} trimestre dynamique, indiquent des sorties légèrement retardées.

Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Élevage)

Veaux nourrissons, stabilisation de la cotation

Après une très forte hausse depuis début 2018, les cotations des veaux nourrissons laitiers semblent avoir atteint un plafond, bien supérieur à celui des années précédentes.

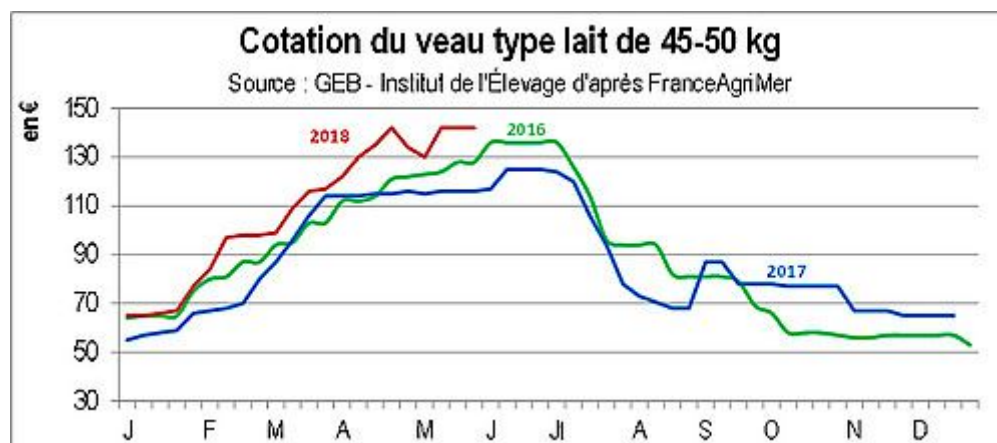
Nouvelle hausse des naissances de veaux de mères laitières

Les naissances de veaux de mère laitière ont bondi en avril (+7% /2017 à 232 000 têtes), période d'étiage pour les vêlages laitiers. Ce sursaut atténue la baisse des naissances cumulées depuis janvier (-1% /2017 à 983 000 têtes sur 4 mois contre -3% sur le 1^{er} trimestre). Les naissances de veaux croisés, de mère laitière et de père allaitant, ont nettement repris (+4% en avril), après un 1^{er} repli au mois de mars.

Malgré cette légère hausse d'offre française en avril, les disponibilités françaises restent à l'étiage. En revanche, les importations de veaux nourrissons sont croissantes pour répondre à la demande dynamique des intégrateurs et faire pression sur les cours.

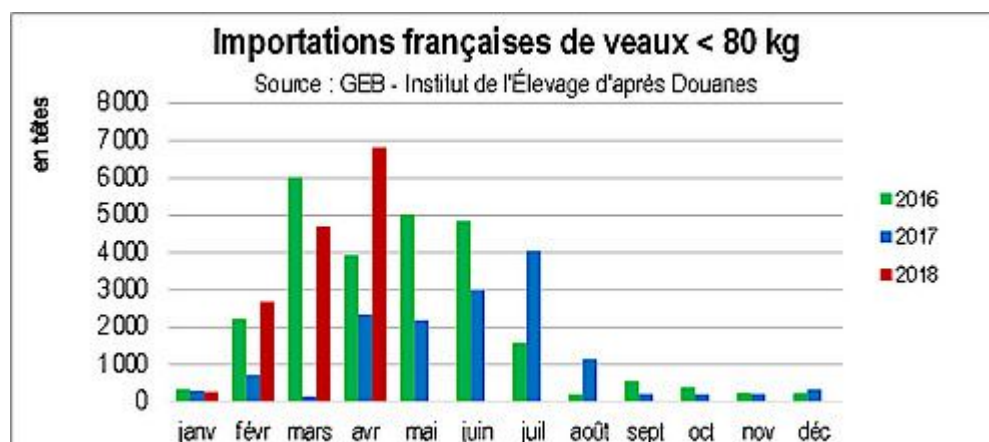
Stabilisation des cotations

La cotation du veau de type laitier de 45-50 kg a marqué le pas et s'est stabilisée à 142 €/tête entre la semaine 20 à 22, à un niveau toujours élevé (+26 € / 2017). La cotation devrait rester stable dans les semaines à venir jusqu'à la reprise saisonnière des vêlages au cours de l'été.

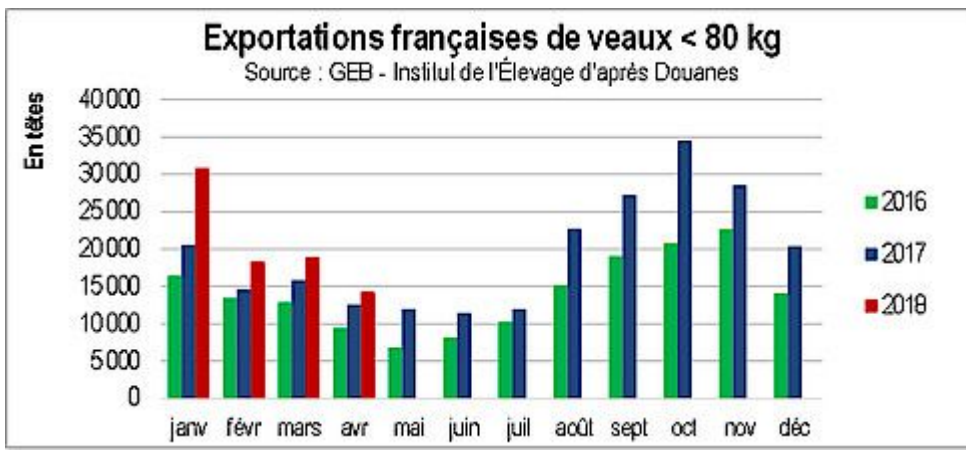


Hausse des importations et des exportations

Les effectifs importés sur les 4 premiers mois de l'année ont été multipliés par 4 par rapport à 2017 et +16% /2016. Les veaux importés proviennent à 34% des Pays-Bas, 34% de Belgique, 24% d'Irlande. Cette hausse des imports devrait néanmoins rester contenue puisque les GMS exigent généralement de la viande de veaux nés, élevés et abattus en France.



Les exportations françaises de veaux continuent de battre des records avec 15 400 têtes exportées en avril (+7% /2017) et 86 600 têtes en quatre mois (+24% /2016), presque exclusivement à destination de l'Espagne, qui concentre 93% des envois de veaux français. La part des veaux croisés (de mère laitière et de père allaitant) augmente (36% en 2018 contre 29% en 2017) et répond à la demande espagnole en veaux plus lourds et plus robustes pour leur filière d'engraissement de JB.



Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Élevage)

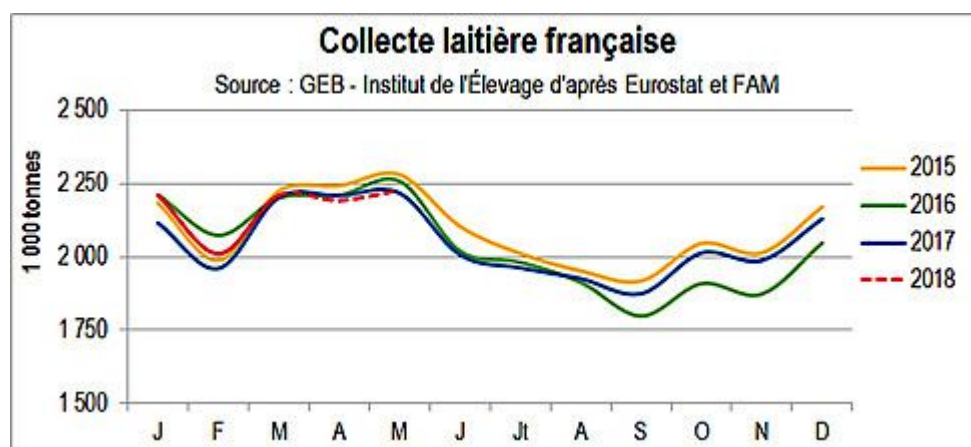
Collecte laitière : croissance ralentie

La croissance de la production laitière est ralentie dans la plupart des pays membres de l'UE-28, en premier lieu en France, de même que dans les autres grands bassins laitiers exportateurs. Le faible afflux de lait au pic saisonnier de production devrait induire une nouvelle remontée du prix du lait dans les prochains mois.

Léger rebond de la collecte française

En France, la collecte reste limitée sur ce 1^{er} semestre 2018. Après une hausse dynamique en début 2018, par rapport au bas niveau de 2017 (+4,5% /2017), la progression s'est ralentie en mars puis la collecte est passée en avril sous le niveau de 2017, d'après nos estimations basées sur l'enquête hebdomadaire de FranceAgriMer (-0,7% /2017).

En mai la météo chaude et humide a favorisé la pousse de l'herbe, notamment dans l'Ouest de la France (Bretagne, Pays de la Loire et Normandie), mais également dans les Hauts de France. Cette amélioration des conditions climatiques aurait permis un léger rebond de la collecte en mai, selon nos estimations (+0,5% /2017). Elle resterait sur les 5 premiers mois légèrement supérieure au bas niveau de 2017 (+1%).



Ce rebond proviendrait d'une hausse des rendements par vache. Réajusté à la baisse durant l'automne (moins de hausse saisonnière), le cheptel français évolue en effet depuis cet hiver au même rythme que l'an dernier. Au 1^{er} mai, il comptait 0,9% de vaches laitières de moins qu'en 2017 (-33 900 têtes).

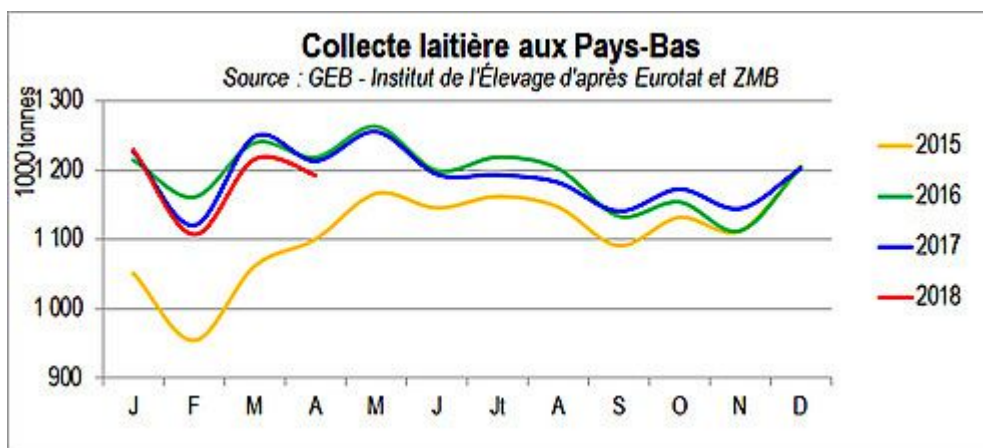
Malgré le redressement des cours des ingrédients laitiers, le prix du lait à la production toutes filières confondues (y compris AB et AOP) aurait baissé en mai, perdant quelques euros d'un mois sur l'autre. Il devrait cependant remonter à partir de l'été, tiré par les indices saisonniers positifs, par la fermeté des cours du beurre et l'embellie à venir sur ceux des protéines.

Poursuite de la hausse de la collecte en Allemagne

La collecte allemande a poursuivi son rétablissement en mai (+2% /2017 d'après les estimations hebdomadaires de ZMB). Sur les cinq premiers mois de l'année, elle affiche une progression de 3% au-dessus du bas niveau de 2017 et un léger repli de 1% sous le record de 2016. En avril, le prix à la production a poursuivi son recul entamé en novembre 2017, affichant 305 €/1 000 l (lait standardisé 38 g de MG et 32 g de MP), soit une baisse de 66 € en 6 mois. Des signes de ralentissement de la collecte auraient été signalés sur la dernière semaine de mai, conséquence des températures élevées dans le pays. L'Allemagne du Nord subit une vague de canicule défavorable à la production de fourrages.

En Espagne et en Italie, la hausse de la collecte ne cesse de ralentir depuis le début de l'année, tombant en avril à 1,7% /2017 dans la Péninsule Ibérique et à 1% dans la Botte.

Toujours affectée par la réduction du cheptel laitier et un prix en recul, qui est passé au début du printemps sous son niveau de 2017, la production néerlandaise a affiché en avril son troisième mois consécutif de repli par rapport à 2017 (-1,7%). Sur les 4 premiers mois de l'année, la production est inférieure de 1,3% à celle de l'année dernière.

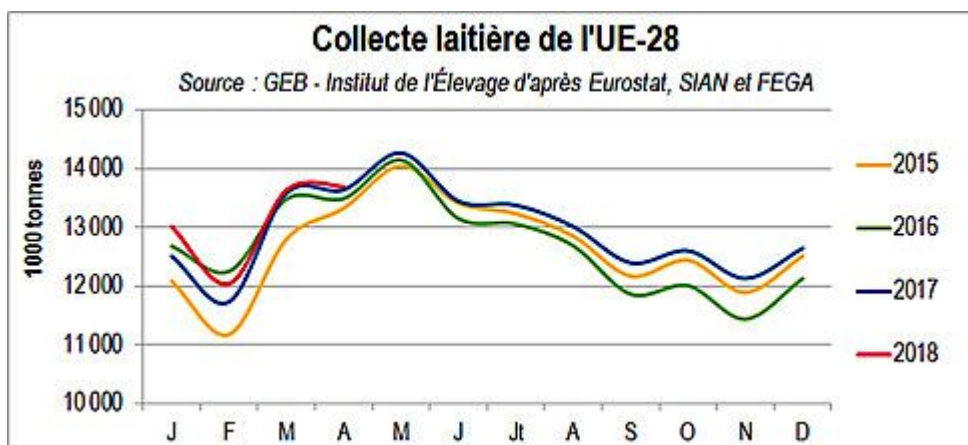


Des baisses sensibles dans les îles britanniques

Dans les îles britanniques, les productions ont été fortement ralenties par les mauvaises conditions climatiques de fin d'hiver et de début de printemps. Après deux premiers mois de l'année dynamiques, la production **britannique** a fortement ralenti, repassant en mars et en avril sous le niveau de 2017 (-1,3% et -0,8% respectivement). Sur le premier quadrimestre de l'année, la production est équivalente à celle de l'année dernière. Ces contre-performances s'expliqueraient également par la poursuite de la baisse du prix du lait entamée en novembre 2017. En avril, il a encore perdu 11£/1 000 l d'un mois sur l'autre pour ne plus être que 5£/1 000 l au-dessus du niveau de l'année dernière. Les premières indications montreraient que la production serait en hausse en mai et retrouverait en fin de mois le niveau de 2017.

En Irlande, après des mois de janvier et de février également très actifs, la production a fortement ralenti en mars, avec un volume équivalent à celui de 2017 avant d'enregistrer un décrochage brutal en avril (-6 %/2017). Les conditions météorologiques exécrables ont limité le pâturage et affecté la qualité des fourrages en début de printemps. La production cumulée des 4 premiers mois est ainsi repassée sous le niveau de 2017 (-1%).

En somme, après avoir été dynamique fin 2017 et début 2018, la progression de la production laitière européenne a été ralentie en mars (+0,3% /2017) et en avril (+0,4% /2017). La hausse sur les 4 premiers mois n'est plus que de 2% /2017. Aucun rebond de la production européenne n'est attendu dans les prochains mois.

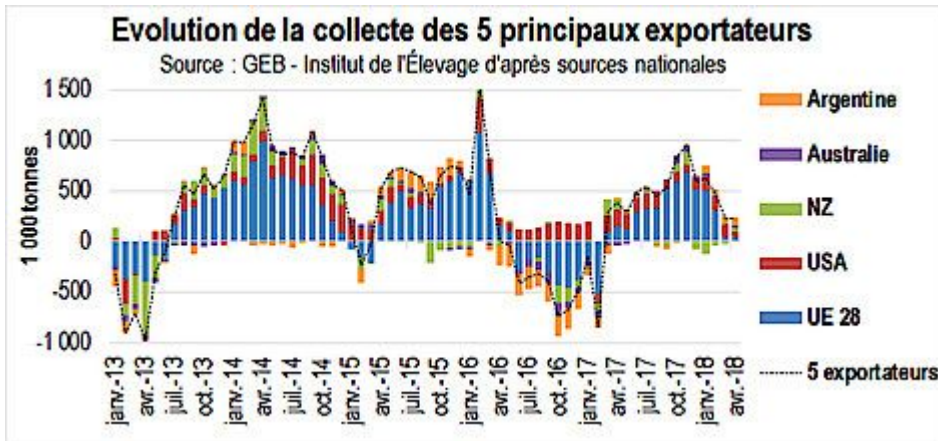


Faible croissance dans les autres bassins exportateurs

En Nouvelle-Zélande, les bonnes conditions climatiques du mois d'avril ont été favorables à la production fourragère et aux rendements laitiers. En recul par rapport à la campagne précédente depuis le mois de novembre, la production néo-zélandaise a donc enregistré un niveau historique pour un mois d'avril, en volume comme en MSU. Sur les 11 premiers mois de la campagne 2017/2018, la collecte est pratiquement identique à celle de la campagne précédente, mais l'évolution en MSU affiche un recul de 1%. Les prix néo-zélandais restent stimulants. Fonterra a annoncé un prix prévisionnel de la prochaine campagne 2018/2019 supérieur à celui de la campagne en cours (+3,7%), déjà révisé à la hausse début mai.

Depuis janvier 2018, la croissance de la collecte étatsunienne ne cesse de ralentir, passant de +1,7% /2017 en janvier, à seulement +0,6% en avril. Sur les 4 premiers mois, elle n'est plus supérieure que de 1,3% à celle de l'année dernière. Ce ralentissement provient aussi bien de la réduction continue du cheptel de vaches laitières, conséquence d'abattages en hausse, que de la dégradation des marges alimentaire affectée par la hausse des prix des grains, malgré un prix du lait en hausse.

La collecte cumulée des 5 principaux exportateurs est très limitée en cette fin d'hiver-début de printemps. Après avoir atteint un pic à l'automne 2017 avec +29 000 t de lait par jour par rapport à 2016 (+3,6%), la hausse s'est fortement ralentie pour ne plus atteindre en moyenne sur mars-avril que +9 000 t par jour d'une année sur l'autre (+0,9% /2017).



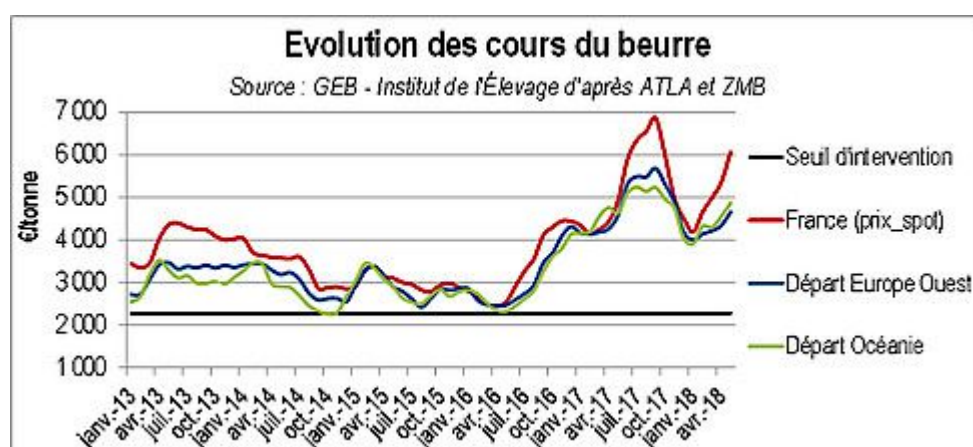
Marchés des produits laitiers : embellie prochaine sur celui des protéines lactières

Le ralentissement de la croissance laitière en Europe et aux Etats-Unis tend davantage le marché du beurre, en manque de disponibilités, et sort du marasme celui des protéines lactières. De plus la fermeté de la croissance économique mondiale dynamise les échanges internationaux de produits laitiers.

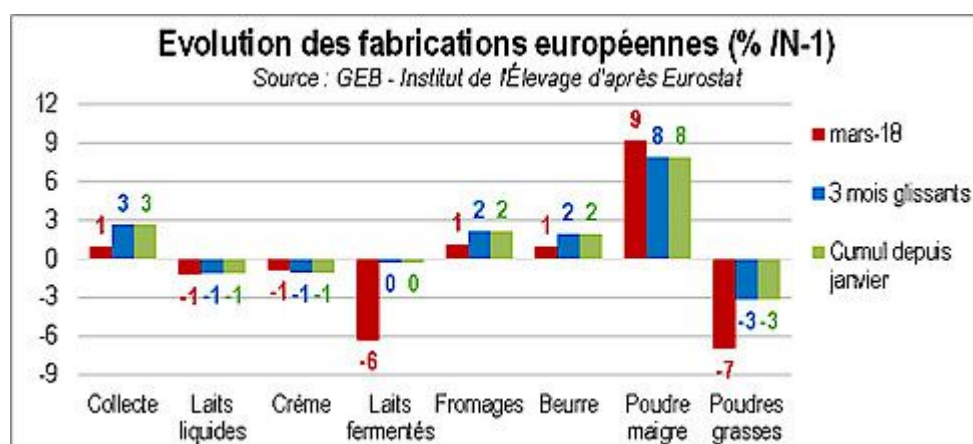
Le marché du beurre toujours plus tendu

Après avoir chuté de 2 740 €/t au 4^{ème} trimestre 2017, la cotation ATLA du beurre sur le marché spot européen a rebondi de presque autant depuis janvier 2018. Elle s'est appréciée de 2 140 €/t (+52%) en 5 mois. A 6 280 €/t début juin, elle est désormais 18% au-dessus de son très haut niveau de l'an dernier à pareille époque. La cotation des ventes sous contrat a quant à elle progressé plus tardivement et modestement : de +200 €/t en deux mois à 4 900 €/t (+14% /2017).

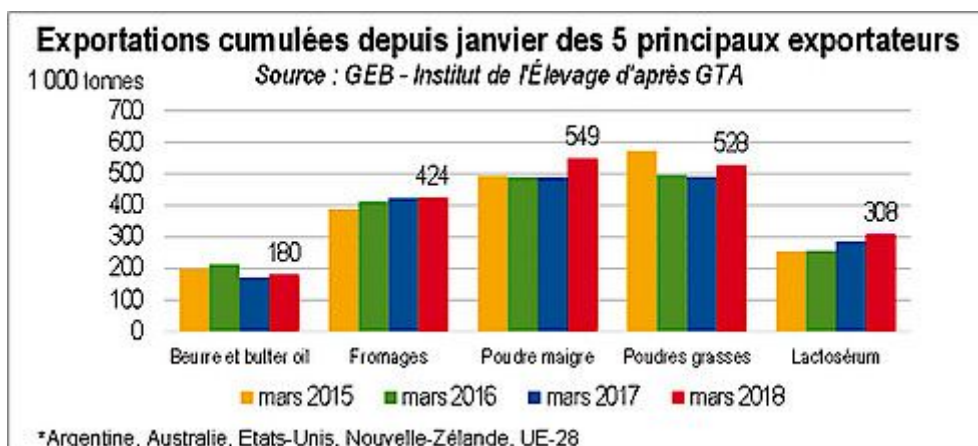
Le cours à l'export au départ de l'Europe de l'Ouest se redresse également : +660 € en 4 mois, à 4 660 €/t en mai. Malgré la tension sur le marché européen, il est dorénavant sensiblement inférieur au cours départ Océanie qui s'établit à 4 870 €/t pour le même mois (+965 € soit +25% en 4 mois).



Les fabrications européennes de beurre (et poudre maigre) ont certes été relancées au 1^{er} trimestre, mais la hausse (+2% d'un hiver à l'autre) reste insuffisante pour reconstituer les stocks toujours très bas chez les fabricants. Par ailleurs, l'offre est en net retrait en Nouvelle-Zélande, 1^{er} exportateur mondial, où les fabricants privilégient les poudres grasses. De plus, aux États-Unis, les fabrications croissantes de beurre se substituent partiellement aux importations.



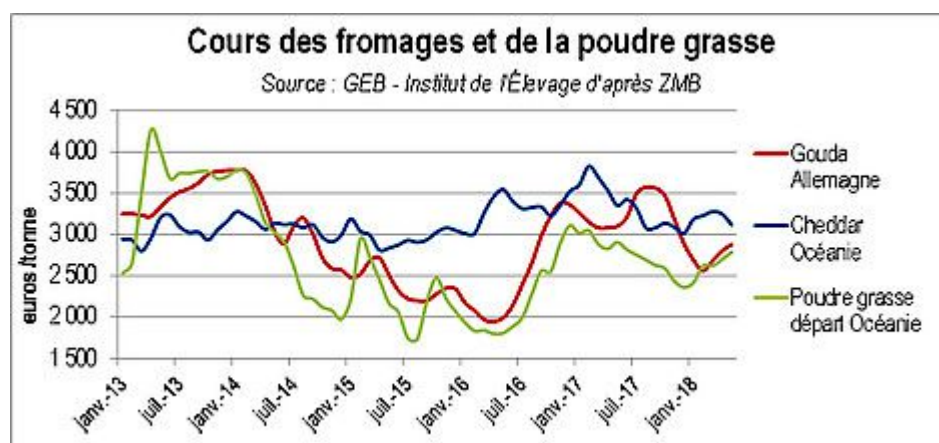
L'UE-28 a ainsi relancé ses exportations (52 000 t sur 3 mois, +14% /2017), au détriment de la reconstitution des stocks commerciaux, toujours très bas à la veille de l'été. Les cours devraient encore s'apprécier au 3^{ème} trimestre, période de faibles fabrications de beurre, avant la forte reprise saisonnière en Nouvelle-Zélande.



Redressement des cours des fromages et de la poudre grasse

Tirés notamment par la demande en matière grasse, les cours des fromages ingrédient ont également rebondi à partir de mars malgré des fabrications toujours dynamiques dans l'UE-28 et aux États-Unis (respectivement +2% et +3 /2017 au 1^{er} trimestre). Après avoir décroché de 1 000 €/t entre septembre 2017 et février 2018, la cotation du gouda en Allemagne a regagné 300 € en 3 mois, à 2 880 €/t en mai. Elle reste cependant 7% en deçà de son niveau de mai 2017. Le cours du cheddar s'est également redressé aux États-Unis (3 360 €/t en mai soit -8% /2017), comme au départ d'Océanie (3 465 €/t soit +14% /2017).

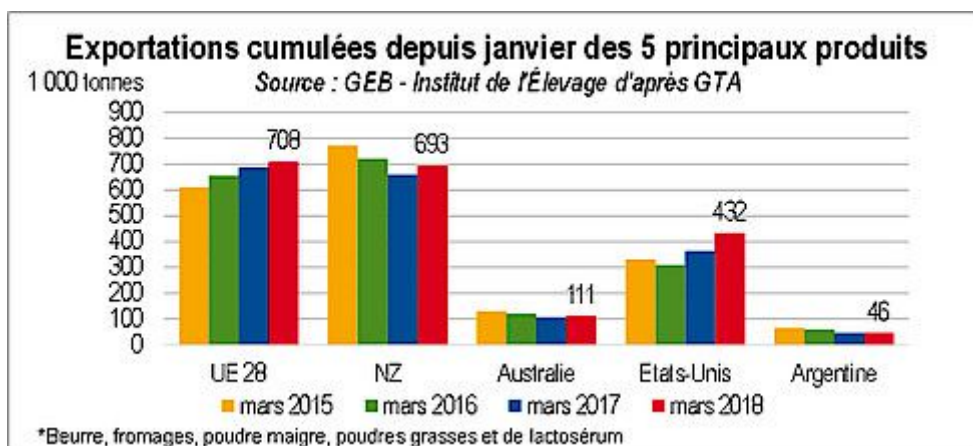
Les échanges mondiaux ont été globalement stationnaires au 1^{er} trimestre en partance des 5 principaux exportateurs. L'UE-28 et les États-Unis ont accru leurs envois de respectivement 1% et 11% /2017 au détriment de la Nouvelle-Zélande (-9%) et de l'Australie (-5%) en manque de disponibilités.



Les cours de la poudre grasse se sont aussi redressés : la cotation ATLA a regagné 280 € depuis le creux de janvier. A 2 840 €/t en mai, elle est désormais 11% au-dessus de son niveau 2017. Le prix des poudres océaniques a lui aussi rebondi (+38 € en 4 mois à 2785 €/t en mai) et se situe également 15% au-dessus de son niveau 2017. Au 1^{er} trimestre 2018, les échanges internationaux ont été très dynamiques. La Nouvelle-Zélande et l'Australie les ont accrues de 13% /2017, alors que l'UE-28 les a réduites de 6%, les transformateurs européens ayant privilégié d'autres ingrédients laitiers.

Frémissement des cours des protéines lactières

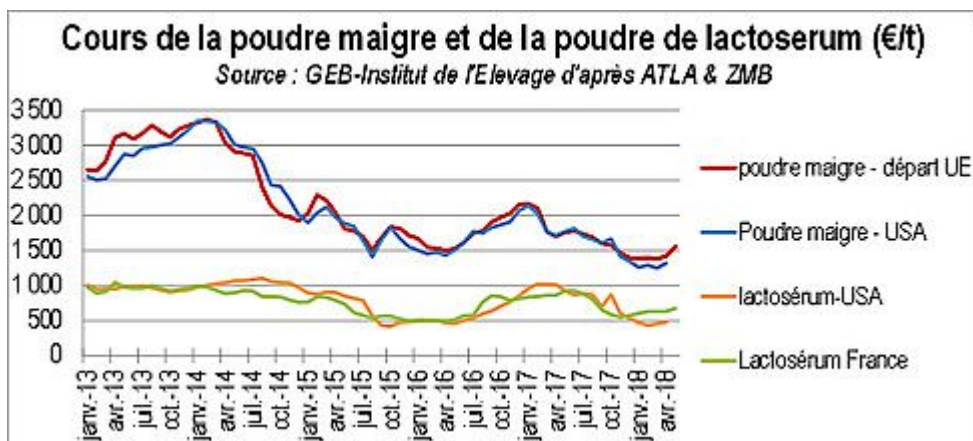
Le marché mondial de la poudre maigre est très animé début 2018 avec des envois cumulés des 5 principaux exportateurs qui ont bondi de 12% /2017 au 1^{er} trimestre 2018, surtout en partance des États-Unis (+23%), et secondairement de l'UE-28 (+9%). Les échanges de poudre de lactosérum sont aussi très dynamiques (+8%), surtout en partance des États-Unis (+18 000 t soit +15%) et secondairement de l'UE-28 (+8 000 t soit +6%).



Jusqu'en avril les fabrications, européennes et étatsuniennes, croissantes ont largement couvert la demande et maintenu le cours des protéines laitières au plancher. Puis en mai, la cotation ATLA s'est appréciée de 130 €/t à 1 530 €/t début juin, tirée par la nette remontée des prix sur le marché mondial surtout en partance de Nouvelle-Zélande (1 750 €/t en mai). Même si elle est encore 20% sous son niveau de l'an dernier, le prix de la poudre maigre devrait se redresser dans les prochains mois. La croissance ralentie de la production laitière en Europe et aux États-Unis et le ceux saisonnier de production océanienne devraient contenir les fabrications de poudre maigre et beurre.

Depuis avril, les mises en vente de poudre maigre stockée à l'intervention rencontrent un certain succès, après avoir été boudées au 1^{er} trimestre. 24 000 t ont été vendues en avril et 42 000 t en mai. Et une part conséquente des 310 000 t stockées à l'intervention début juin pourrait sortir des entrepôts cet été, d'ici le pic de production en Nouvelle-Zélande, maintenant ainsi les cours sous le seuil des 2 000 €/t. Parallèlement, les stocks de poudre maigre ont aussi légèrement reflué aux États-Unis grâce aux bonnes performances à l'export. A 125 000 t début mai, ils ont été ramenés même niveau qu'en 2017, après l'avoir dépassé de 50% début 2018.

Les cours de la poudre de lactosérum pour l'alimentation animale se sont également légèrement redressés de 10% depuis janvier à 700 €/t début juin en France, mais ils demeurent 27% en deçà de leur niveau d'un an plus tôt.



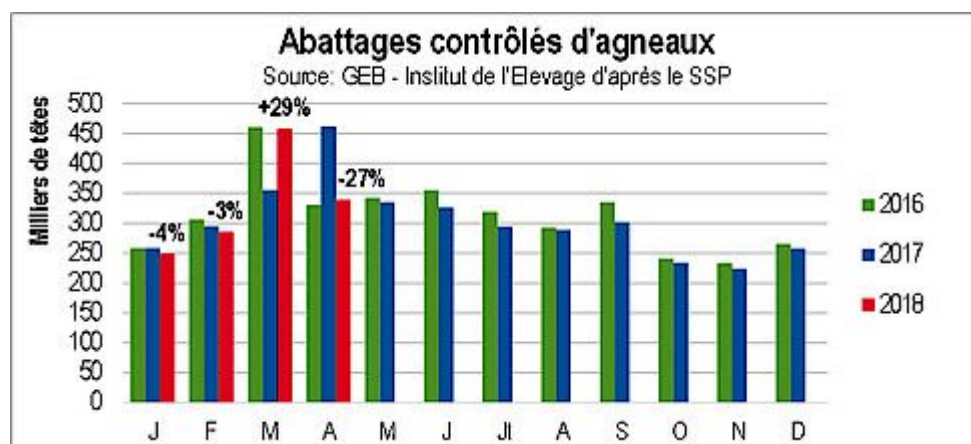
Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Élevage)

France : moindre pression sur les cours

La baisse des abattages et la chute de la pression à l'import soutiennent la cotation de l'agneau français.

Des abattages d'agneaux en repli depuis le début de l'année

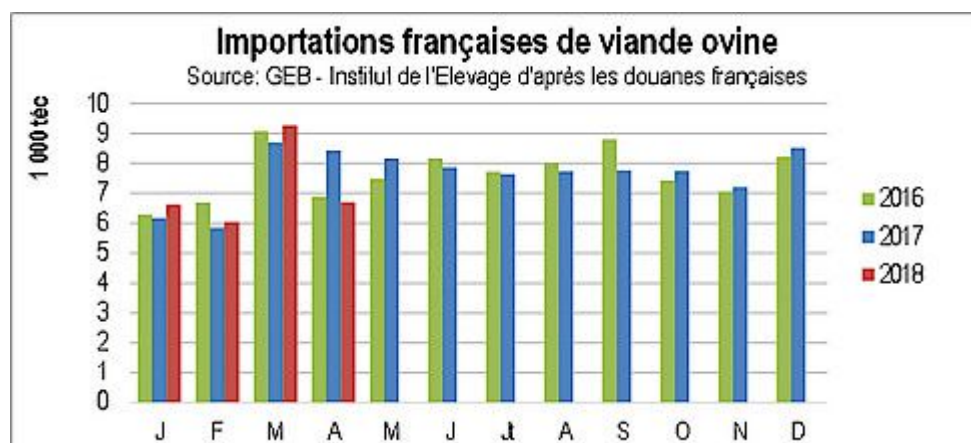
Alors que les abattages d'agneaux avaient bondi en mars 2018 en raison de l'avancement de la date de Pâques (du 16 avril en 2017 au 1^{er} avril en 2018), le décalage des festivités a à l'inverse entraîné leur chute en avril. Au total sur les 2 mois, les abattages français d'agneaux enregistrent un recul de 3% par rapport à 2017 (à 797 000 têtes), poursuivant la tendance baissière des mois précédents. L'érosion du cheptel ovin reproducteur français (5,2 millions de têtes fin 2017, soit -2,7% /2016), couplée à des performances de reproduction moins bonnes que l'année précédente, limite en effet les sorties d'agneaux, et notamment ceux issus du cheptel allaitant.



En cumul de janvier à avril, les abattages français d'agneaux affichent ainsi un repli de 3% par rapport à l'année précédente.

Effondrement des volumes de viande ovine importés après Pâques

Après un 1^{er} trimestre 2018 dynamique, les importations françaises de viande ovine ont chuté de 21% en avril (à 6 700 téc) suite au reflux des achats en provenance du Royaume-Uni (-43% à 1 900 téc), d'Irlande (-19% à 1 100 téc) et de Nouvelle-Zélande (-34% à 1 200 téc). Elles étaient en outre nettement plus chères qu'en 2017, allégeant davantage leur pression sur le marché français. À respectivement 6,6 €/kg éc et 6,8 €/kg éc, les prix des carcasses d'agneaux réfrigérées britanniques et irlandaises dépassaient en effet de 27% et 26% leurs niveaux de 2017.



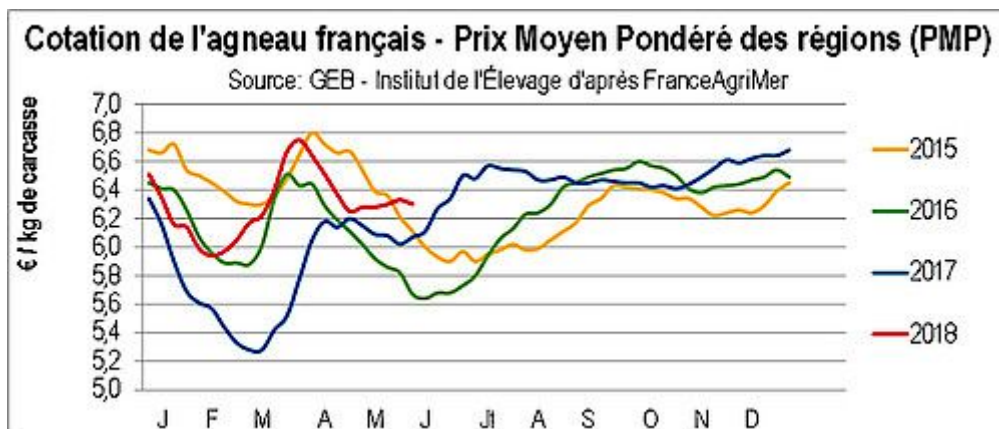
En cumul sur les 4 premiers mois de 2018, les importations françaises de viande ovine enregistrent une baisse de 1% par rapport à 2017.

La consommation française de viande ovine reste orientée à la baisse

En cumul de janvier à avril, la consommation française de viande ovine calculée par bilan (abattages + importations - exportations) a reculé de 2% par rapport à 2017. Les données issues du panel Kantar confirme ce repli : sur la période allant du 25 décembre 2017 au 13 mai 2018, les achats de viande d'agneau par les ménages français (hors restauration hors domicile) ont chuté de 5% par rapport à l'année précédente, alors que leur prix moyen au détail était en hausse de 1%.

Le cours de l'agneau se maintient au-dessus de ses niveaux des années précédentes

Malgré le repli de la demande après Pâques, les disponibilités limitées en agneaux français et la diminution de la pression à l'import tirent la cotation à la hausse. À 6,30 €/kg de carcasse fin mai, le Prix Moyen Pondéré de l'agneau français dépassait ainsi de 23 centimes sa valeur de 2017 (+4%) et de 63 centimes celle de 2016 (+11%).



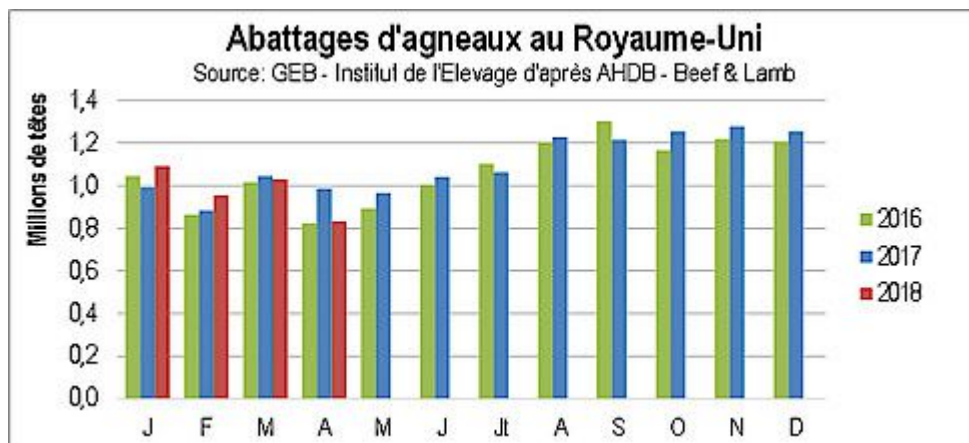
Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Élevage)

UE et Monde : La cotation britannique reste historiquement élevée

Pénalisés par les mauvaises conditions climatiques en début d'année, les abattages d'agneaux reculent au Royaume-Uni, ce qui soutient les cours.

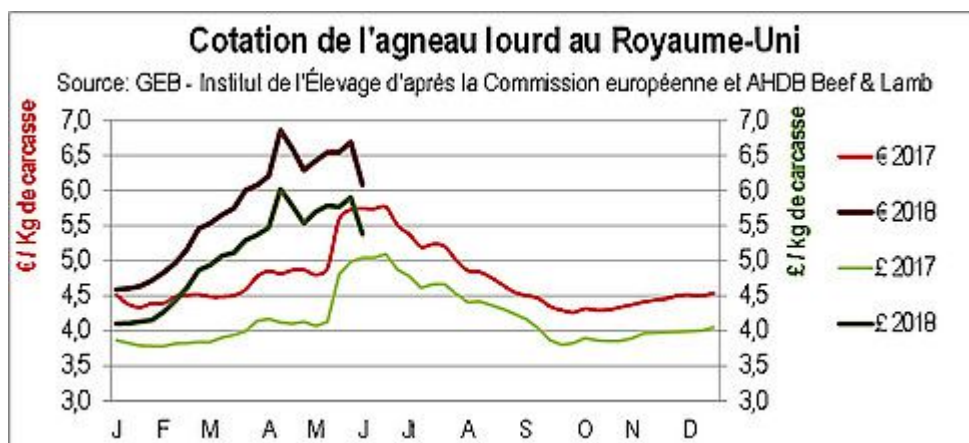
Chute des disponibilités en agneaux au Royaume-Uni...

Les mauvaises conditions climatiques du début d'année (pluies, neige) ont fortement affecté la période des agnelages au Royaume-Uni (recul du nombre d'agneaux sevrés et allongement de leur période de finition). Malgré un cheptel ovin reproducteur stable par rapport à l'année précédente (à 14,7 millions de têtes fin 2017), les disponibilités en agneaux de la nouvelle saison sont donc moindres qu'en 2017. Après une hausse en janvier et février liée à d'importants reports d'agneaux de l'année précédente, les abattages d'agneaux britanniques sont ainsi en repli depuis mars (-8% /2017 à 1,9 million de têtes en cumul sur mars et avril). D'après AHDB - Beef & Lamb, ils pourraient rester limités au moins jusqu'à la mi-juin.



...et maintien du cours britannique à un niveau élevé

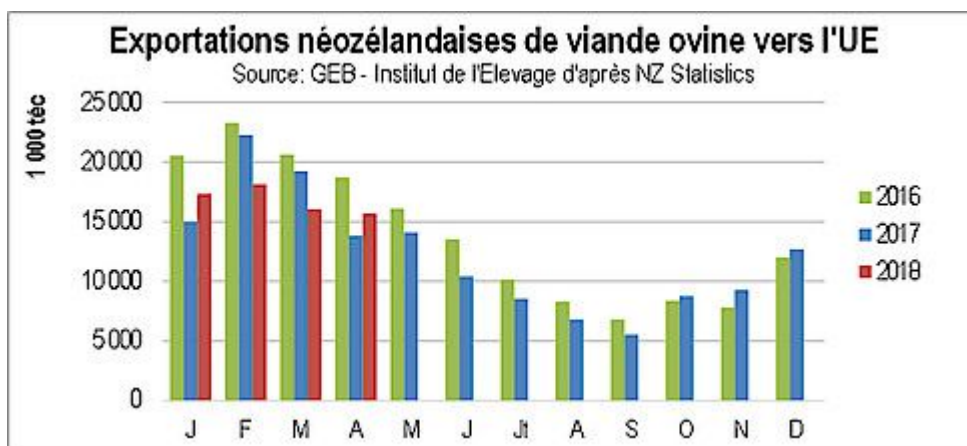
Cette baisse des abattages d'agneaux soutient les cours qui gardent des niveaux élevés malgré un repli sur les dernières semaines : à 5,38 £/kg de carcasse fin mai, la cotation britannique était toujours supérieure de 7% à son niveau de 2017. Convertie en monnaie européenne, elle dépassait de 34 centimes sa valeur de l'année précédente (6,09 €/kg de carcasse soit +6% /2017).



Sursaut des envois néo-zélandais vers l'UE en avril

Malgré un rebond de la production en avril (+25% /2017 à 48 200 téc), les exportations néo-zélandaises de viande ovine ont reculé de 3% à 45 100 téc, face au tarissement des stocks de report congelés.

En repli de 3% vers l'Asie (à 16 700 téc), les envois ont à l'inverse grimpé de 14% à destination de l'Union européenne (à 15 700 téc), avec notamment un bond de 10% des volumes exportés vers le Royaume-Uni (à 6 700 téc). La valeur unitaire des envois vers le marché européen est restée nettement supérieure à son niveau de 2017 (+17% en NZ\$, +9% en £, +6% en €).



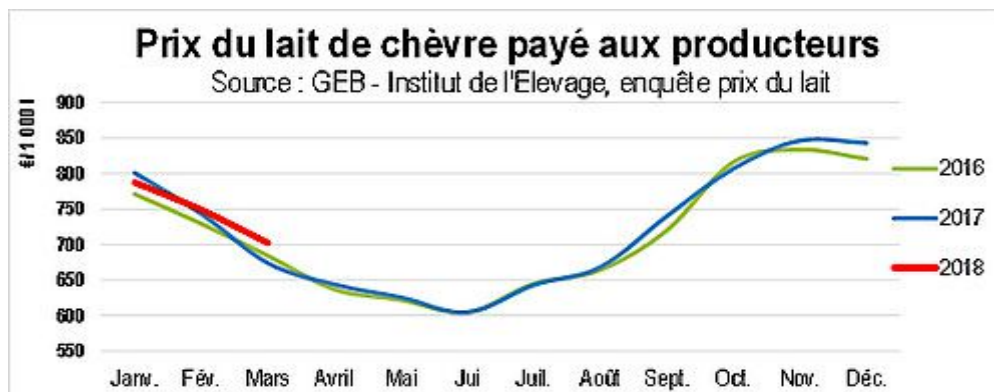
En cumul sur les 4 premiers mois de l'année, les exportations néo-zélandaises de viande ovine enregistrent une baisse de 6% par rapport à 2017, avec notamment un recul de 4% des volumes vers l'UE.

Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Elevage)

Le prix du lait de chèvre toujours en progression... en moyenne

A 737 €/1 000 litres au 1er trimestre 2018, le prix du lait de chèvre payé aux éleveurs a continué à croître, uniquement grâce à l'amélioration de la composition du lait collecté. En effet, le prix de base a été stable voire en légère baisse. L'inflation a repris sur les consommations intermédiaires, surtout avec la hausse du prix de l'énergie.

Un prix à plus de 700 € en mars

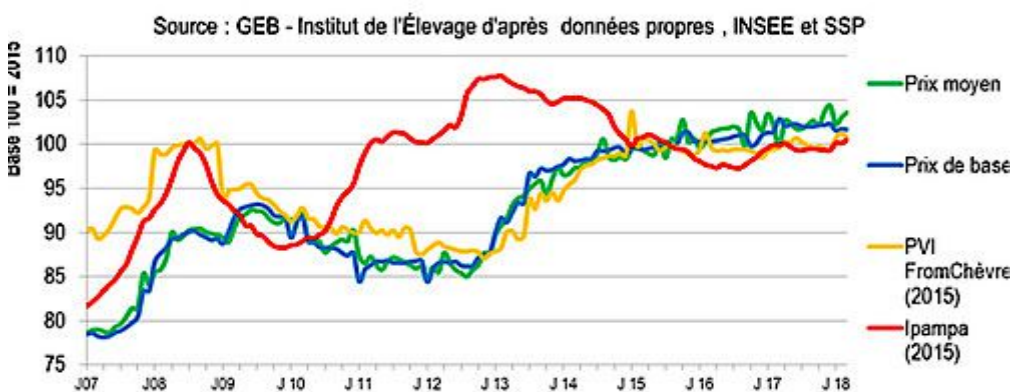


Le prix du lait de chèvre payé aux livreurs s'est établi à 737 € 1 000 litres en moyenne sur le 1^{er} trimestre 2018, d'après l'enquête réalisée par l'Institut de l'Élevage auprès d'une trentaine d'opérateurs représentant environ 93 % de la collecte nationale de lait de chèvre. Il a ainsi progressé de 11 € d'une année sur l'autre (+2%). Cette évolution a surtout été sensible en mars avec un prix moyen de 702 €/1 000 litres contre 674 € un an auparavant (+4%) et une collecte très élevée. En revanche, le moindre prix de janvier (787 € contre 801 en janvier 2017, soit -2%) a été peu impactant compte-tenu des plus faibles volumes en jeu.

Cette hausse est surtout liée à l'amélioration de la composition du lait collecté puisque le prix de base a lui reculé de 2 €, à 647 € sur le 1^{er} trimestre. A 42,5 g/l de TB et 35,6 g/l de TP, ces deux taux ont progressé respectivement de 0,6 et 0,1 g/l par rapport à 2017.

IPAMPA : Retour de l'inflation sur les intrants, et des prix de vente industriels qui stagnent

Evolution mensuelle des indices du prix du lait de chèvre, des prix industriels et de l'IPAMPA



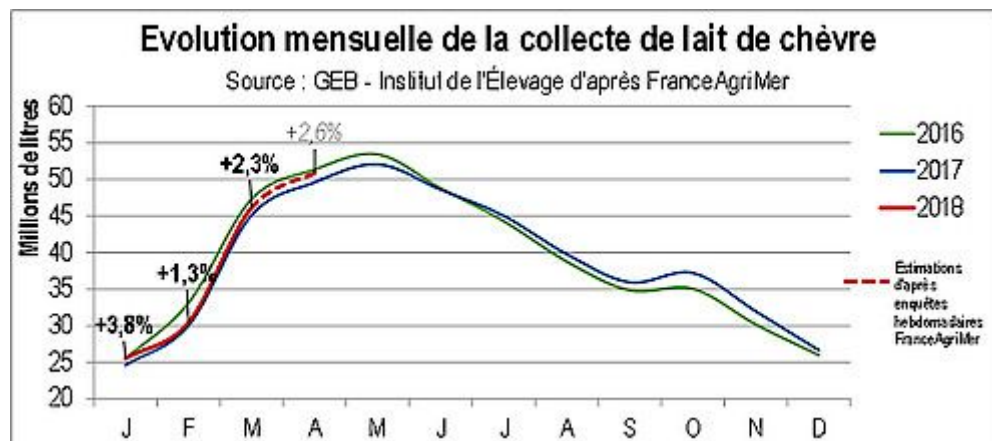
En base 100 ramenée sur l'année 2015, l'IPAMPA-lait de chèvre s'est établi à 100,3 au 1^{er} trimestre 2018, en croissance de 0,5 % /2017. Cette légère croissance masque cependant une évolution plus marquée sur le long terme puisque sur une période de 12 mois glissants, l'indice est en croissance de 1,4% fin mars 2018.

Cette évolution des charges en élevage et celle du prix du lait ne semblent pas s'être répercutée sur le Prix de Vente Industriel des fromages de chèvre qui continuent de stagner autour de leur niveau de 2015.

Collecte dynamique et importations contenues

Redynamisée depuis l'été dernier, la collecte de lait de chèvre a enchaîné un neuvième mois consécutif de hausse des volumes d'une année sur l'autre. En parallèle, les opérateurs de l'aval ont réduit leurs importations ces deux derniers mois et semblent très attentifs à la maîtrise des stocks de produits de report.

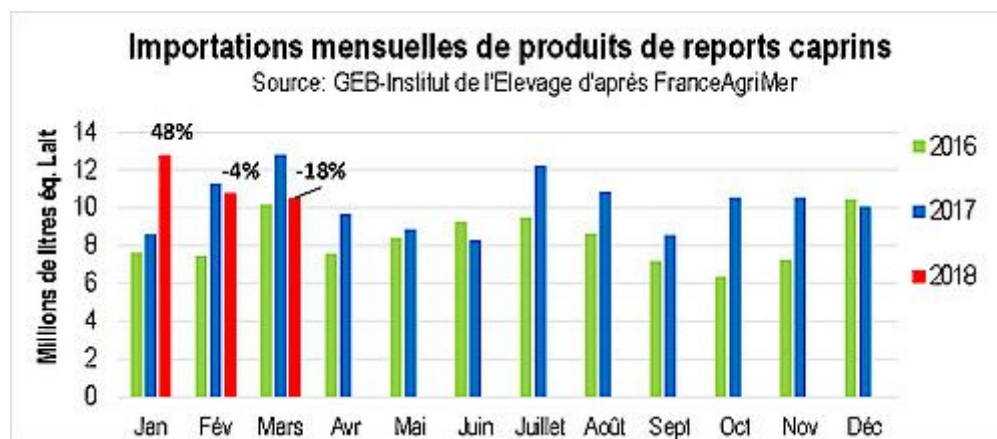
Collecte : la bonne dynamique se poursuit



Après avoir marqué un léger fléchissement en février, la croissance de la collecte nationale de lait de chèvre est bien repartie en mars, à +2,3%. Au 1^{er} trimestre, la collecte française s'établit ainsi à plus de 102 ML, en hausse de 2,4 %/2017. Elle s'inscrit ainsi dans la bonne dynamique retrouvée depuis l'été dernier. Elle demeure toutefois en retrait par rapport à son haut niveau de 2016 (-3,7 ML en cumul fin mars).

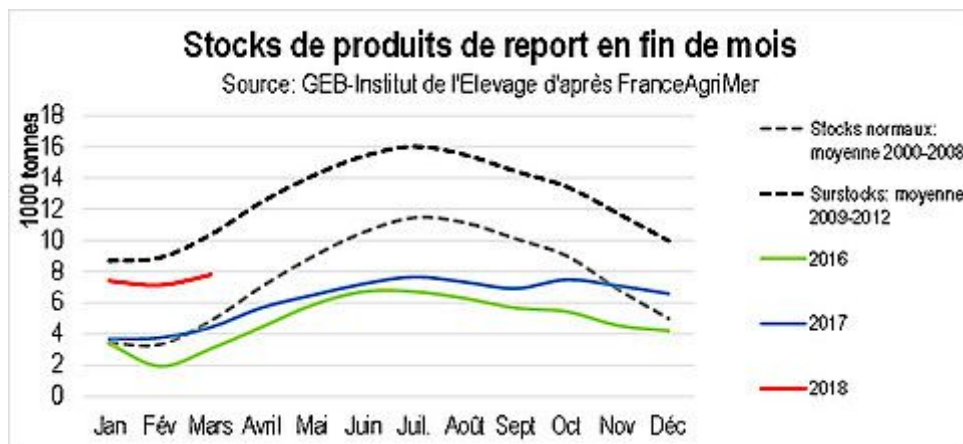
Alors que le pic de mise bas est désormais passé, l'augmentation du cheptel de chèvres et chevrettes constatée dans l'enquête cheptel de novembre 2017 (+1,7%/ novembre 2016) a bien donné ses effets attendus dans la collecte. Les enquêtes hebdomadaires réalisées par FranceAgriMer, auprès d'un échantillon plus réduit d'entreprises que les enquêtes mensuelles, indiquent la poursuite de la dynamique en avril.

Importations : baisse sur février et mars, mais des niveaux toujours élevés



Après le niveau record atteint en janvier à plus de 12,7 millions de litres, les importations mensuelles de produits de reports ont sensiblement diminué en février et mars, à respectivement 11,8 et 10,5 millions de litres équivalent-lait. De tels volumes demeurent cependant supérieurs à ceux de 2016. En somme, les fournitures totales des laiteries françaises (collecte + importations) ont dépassé les 136 ML au 1^{er} trimestre, soit une progression de 3% d'une année sur l'autre qui permet de battre le précédent record du 1^{er} trimestre 2017 !

Stocks : des niveaux toujours élevés mais un effort de maîtrise



A 7 800 t de caillé fin mars, les stocks de produits de reports sont légèrement remontés par rapport à fin février. L'écart avec les niveaux de stocks considérés « normaux » connus sur la période 2000-2008 semble toutefois se réduire à période identique (+61% fin mars contre +115% en janvier et février). La bonne maîtrise de ces stocks passe par celle des importations et doit rester une priorité pour les opérateurs français. La croissance de la collecte espagnole (*Tendances* du mois précédent) laisse cependant craindre l'arrivée d'une nouvelle crise de l'autre côté des Pyrénées.

Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Elevage)

Marchés mondiaux des produits laitiers : bien orientés grâce à la croissance mondiale

En 2017, l'Union européenne et la Chine ont confirmé leur rôle majeur sur l'équilibre des marchés mondiaux. D'un côté, la production laitière européenne a été relancée grâce au redressement du prix du lait. De l'autre, la vigoureuse demande chinoise a reposé sur des importations croissantes et de plus en plus diversifiées de produits laitiers.



Plus globalement, en 2017, la production laitière mondiale a retrouvé sa progression tendancielle et a égalé la demande solvable, estimée à 837 millions de tonnes de lait. Profitant de la reprise économique, celle-ci s'est surtout accrue en Asie, mais aussi dans les principaux pays déficitaires (Algérie, Mexique, Russie) des autres continents.

Les échanges internationaux ont ainsi été plus animés qu'en 2016. Ceux de fromages sont demeurés bien orientés. Ceux de laits infantiles en poudre sont toujours croissants, notamment grâce à la demande chinoise, les consommateurs restant méfiants à l'égard des fabrications nationales.

Les échanges de poudre de lait écrémé ont rebondi, mais n'ont pas pour autant résorbé les surplus, accumulés surtout dans l'UE-28, si bien que le prix de la protéine laitière est demeuré déprimé. Ceux de beurre ont à l'inverse fléchi faute de disponibilités suffisantes, provoquant une envolée des cours dans une ambiance de pénurie. Cette évolution duale et découplée des marchés des deux composants majeurs du lait (protéine et matière grasse) n'a permis qu'une appréciation modérée du prix du lait.

Pour 2018, les perspectives s'annoncent aussi bonnes, voire meilleures, qu'en 2017. L'offre laitière progresse modérément dans l'UE-28, et demeure convalescente en Océanie. Quant à la demande mondiale, elle reste ferme grâce à une croissance économique forte et plutôt bien répartie sur la planète. De plus la remontée du prix du pétrole et du gaz pourrait stimuler la demande en protéines laitières dans les pays exportateurs, ce qui faciliterait la résorption au moins partielle des stocks européens de poudre de lait.

[Télécharger le dossier en pdf](#)

[Acheter la brochure](#)

Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Elevage)

Marché mondial du bœuf... Cap à l'Est !

La hausse de production chez les grands exportateurs mondiaux et l'explosion de la demande asiatique ont boosté les échanges mondiaux de viande bovine en 2017. Ceux-ci ont progressé de 6%, après un passage à vide en 2015 et 2016 dû alors à la réduction de l'offre au Brésil et en Océanie et aux difficultés indiennes à l'export.



L'Asie est plus que jamais la cible privilégiée des grands exportateurs. La consommation se développe bien sûr toujours en Chine, mais aussi dans les pays les plus développés à travers la restauration hors domicile comme au Japon et en Corée. Ainsi, la région absorbe à présent plus de 40% de la viande bovine échangée sur la planète. Les autres grands continents importateurs ont plutôt réduit leurs achats, soit par manque de pouvoir d'achat comme en Égypte, soit pour des raisons politiques comme en Russie ou en Algérie, soit enfin pour des raisons de traçabilité et de garanties sanitaires insuffisantes, comme la viande brésilienne a pu en faire les frais en UE.

En bovins vivants, les acheteurs se concentrent de plus en plus autour de la Méditerranée où les besoins continuent de croître. À l'exception des bovins espagnols, l'origine européenne a toutefois été handicapée vers cette destination par un euro fort et par le retour des bovins brésiliens.

2018 sera le prolongement de 2017. Après plusieurs années de capitalisation, une nouvelle hausse de production est attendue dans les Amériques (USA, Mexique, Brésil, Argentine, Paraguay...) et l'Australie signera son grand retour. 2018 sera aussi l'année de tous les dangers pour l'UE, entre les négociations avec le Mercosur qui pourraient finir par aboutir et le lancement de celles avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

[Télécharger le dossier en pdf](#)

[Acheter la brochure](#)